

WORKING PAPER

N°4 – 2007



DE LA PUISSANCE MONDIALE CLASSIQUE A LA PUISSANCE GLOBALE:

LES CHANGEMENTS DES PARADIGMES STRUCTURANTS DE L'UE

**Academia Diplomatica Europaea
« PROMOTION SUN TZU »
5ème Année - 2007/2008**

WORKING PAPER

N°4 – 2007

CONFERENCE

Le mardi 4 Décembre 2007

de 18h00 à 20h00

DE LA PUISSANCE MONDIALE CLASSIQUE A LA PUISSANCE GLOBALE:

LES CHANGEMENTS DES PARADIGMES STRUCTURANTS DE L'UE

Professeur Irnerio SEMINATORE
Président de l'IERI, Directeur de l'ADE
Professeur des Universités

Monsieur Pierre Emmanuel THOMANN
Senior Fellow
Institut Européen des Relations Internationales

Parlement Européen de Bruxelles
Bâtiment Eastman – Salle 300 – 18:00-20:00
Rue Belliard 135

INSCRIPTIONS

ACADEMIA DIPLOMATICA EUROPAEA

« PROMOTION SUN TZU »
« EUROASIAN GEOPOLITICS »

CINQUIÈME ANNEE
2007/2008

FORMATION POST-UNIVERSITAIRE
D'INITIATION
À LA REFLEXION GÉOPOLITIQUE, STRATÉGIQUE ET SYSTÉMIQUE
À LA PHILOSOPHIE DE LA GUERRE ET À LA SOCIOLOGIE DES CONFLITS
À LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE
À L'ÉTUDE DE LA GLOBALISATION, DE LA COMMUNICATION ET DES MÉDIAS

MODULES D ENSEIGNEMENT

Le programme annuel sera réparti en cinq modules correspondant aux **cinq sections de l ADE** Ces dernières portent les noms des grands maîtres à penser, symbolisant les orientations doctrinales de l Académie.

« **L Académie Stratégique - Carl von Clausewitz** » à orientation stratégique, géopolitique et systémique;

« **L Académie Diplomatique - Hugo Grotius** » à orientation juridique, historique civilisationnelle et de diplomatie publique;

« **L Académie Economique - Ludwig von Mises et Friedrich von Hayek** » à orientation économique, financière et praxéologique ;

« **European War College - Johann von Neumann, Oskar Morgenstern et Wernher Von Braun** » à orientation e-Intelligence, e-Politics, e-War et e-Space and Military Defense.

« **L Académie de l'Information et de la Communication: Think-Tanks, Médias et Politique** » à orientation information, communication, médias et aide à la décision.

En partenariat avec

FONDATION VINTU

POUR L EXCELLENCE DANS L ÉDUCATION ET LE JOURNALISME

PARLEMENT EUROPÉEN

DE BRUXELLES

BÂTIMENT EASTMAN SALLE 300

18-20 HEURES

ORGANISÉE PAR

L INSTITUT EUROPEEN DES RELATIONS INTERNATIONALES
INFORMATION

EMAIL : INFO@IERI.BE

SITE : WWW.IERI.BE

TEL : 02 280 14 95

ADRESSE : 27A BOULEVARD CHARLEMAGNE 1000 BRUXELLES

DE LA PUISSANCE MONDIALE CLASSIQUE A LA PUISSANCE GLOBALE

LES ATTRIBUTS DE LA PUISSANCE GLOBALE

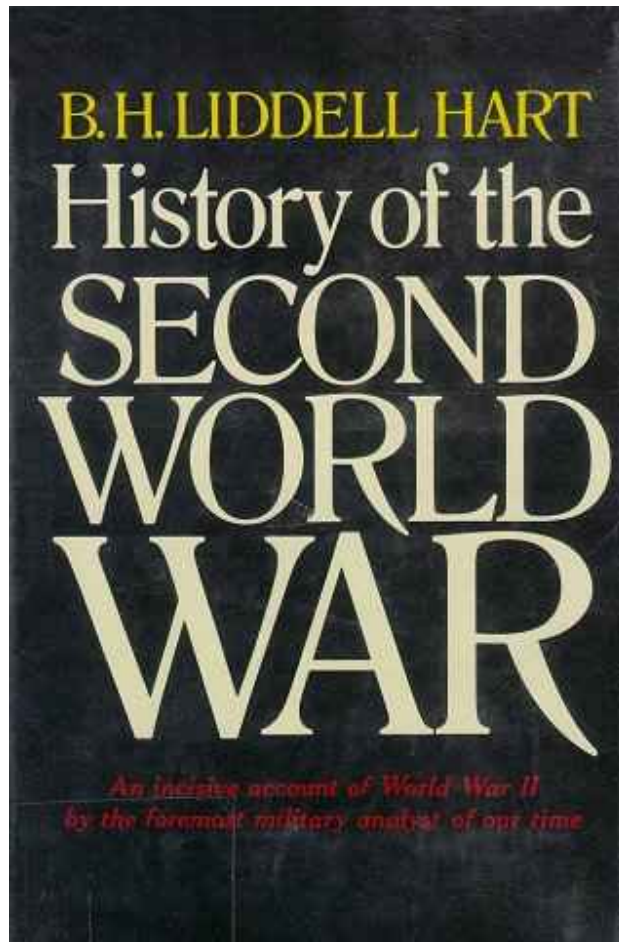
1. DE LA PUISSANCE MONDIALE CLASSIQUE A LA PUISSANCE GLOBALE. LES ATTRIBUTS DE LA PUISSANCE GLOBALE.

- 1.0 La puissance mondiale classique.
- 1.1 Les éléments de la puissance.
- 1.2 La notion de puissance et sa transformation.
- 1.3 L'intelligence, la surveillance stratégique et la ramification spatiale du pouvoir d'Etat.
- 1.4 La puissance globale et ses attributs: le *Linkage*, la diplomatie totale, « l'alliance globale », la globalisation médiatique et la « guerre hors limites »
- 1.5 Les principes du « Linkage ».
 - 1.5.1 L'aspect stratégique.
 - 1.5.2 Un choix entre « confrontation et négociation ».
 - 1.5.3 L'aspect tactique.
- 1.6 Le linkage Nord-Sud.
- 1.7 La diplomatie totale ou le linkage accompli.
- 1.8 L'alliance globale.
- 1.9 La globalisation médiatique.
- 1.10 La guerre « hors limites ».
- 1.11 L'inversion de l'asymétrie. Axe numérique - axe des combats.
- 1.12 Le linkage vertical ou le réseau de cryptocapacités satellitaires.
- 1.13 La puissance globale, la dominance stratégique et les nouvelles frontières de l'espace
- 1.14 Sur la surprise stratégique – Le concept.

I. DE LA PUISSANCE MONDIALE CLASSIQUE A LA PUISSANCE GLOBALE.

LES ATTRIBUTS DE LA PUISSANCE GLOBALE.

1.0 La puissance mondiale classique.



Dans « Paix et guerre entre les Nations », au chapitre II, Raymond Aron place la notion de puissance parmi les moyens de la politique extérieure et au chapitre III associe cette même notion à la gloire et à l'idée, la classant parmi les buts de la politique étrangère. Dans la quatrième partie de son ouvrage il reprend l'examen de la notion de puissance au cours des deux chapitres finaux, le XXIII et XXIV, pour traiter de la perspective qui se dégage historiquement au-delà de la politique de puissance. Il s'agit d'une bifurcation conceptuelle. La première porte sur le pacifisme, la Société des Nations, les Nations Unies, l'imperfection du droit international et la sécurité collective. C'est le chapitre XXIII dont l'intitulé est net: « Au-delà de la politique de puissance : La paix par le droit. »

Le deuxième au XXIV, indique clairement l'autre voie de la politique de puissance: la paix par l'empire. Y sont développés des thèmes de grande actualité sur les équivoques de la souveraineté et sur les formes d'Etat, qui se déclinent sous les deux aspects de l'Etat-Nation et de la Fédération, puis de la Fédération et de l'Empire.

En revenant à la présentation de la première partie et donc aux premiers chapitres de l'ouvrage, la partie qui porte le nom de « Théorie » et en sous-titre « Concepts et système », R.Aron tient à distinguer la notion de puissance de celle de force, puis celle du pouvoir, avant d'en venir aux éléments de la puissance et aux incertitudes de sa mesure.

Là encore le descriptif aboutit à l'historique et à l'indétermination de la conduite diplomatico-stratégique dans l'utilisation de la puissance, offensive ou défensive, en temps de paix ou en temps de guerre.

Commençons par la définition de la notion de puissance. La Puissance (Power ou Macht) se distingue de la Force (Strenght ou Kraft). La puissance est désignée comme la capacité de faire, de produire ou de détruire et cette définition porte à la distinction entre « puissance défensive » et « puissance offensive », autrement dit, dans un cas, à la capacité d'un individu ou d'une collectivité de ne pas se laisser imposer une volonté, ou alors de l'imposer aux autres.

Deuxième cas de figure, la définition de la force appelle à la logique des ressources matérielles, cependant que la puissance désigne leur mise en œuvre à partir d'un but.

Dans le domaine des relations internationales la force actuelle, celle immédiatement disponible en cas de conflit, se rapproche de la notion de force militaire utilisable sans alerte préalable. La puissance, par contre, est un ensemble de ressources qui correspondent à un potentiel de mobilisation. En ce qui concerne la notion de pouvoir, Aron lui assigne la définition d'« autorité » de décision, de délibération et de volonté, légalement définies et orientées vers un but politique. Il revient sur la précision que la puissance est une capacité d'action collective sur des ressources disponibles, mobilisées à l'échelle internationale par la compétition, la rivalité, l'hostilité ou le choc des volontés.

1.1 Les éléments de la puissance.

Les éléments de la puissance visent directement ou indirectement la force militaire et donc la capacité

globale d'action d'une unité politique. Plusieurs auteurs Spykman, Morgenthau, Steinmer, Eischer et autres se sont penchés sur l'énumération des composantes de la puissance classique au XX^e siècle: territoire, frontières, matières premières, population, moyens, homogénéité ethnique, développement, finance, intégration sociale, capacité d'action, stabilité politique et esprit national. Les éléments homogènes de ces classifications ne doivent pas faire oublier les éléments immatériels de la puissance et donc le caractère approximatif de celle-ci. Trois catégories fondamentales permettent le regroupement des facteurs de puissance, le milieu, les moyens, les capacités d'action collective.

Pour revenir à Spykman : parmi les dix facteurs qu'il repère dans la définition de puissance, il y en a trois qui tiennent au milieu, au territoire, aux frontières et aux matières premières ; quatre aux moyens, population, homogénéité ethnique, développement et finance ; deux aux capacités d'action, et donc à l'intégration morale et à la stabilité politique d'une part, à l'esprit national de l'autre.

R. Steiner en identifie huit et G. Fischer, autour de la II^e-ème guerre mondiale, en classe les éléments en trois catégories :

- ▶ **politiques** : géographie, population, organisation et culture, frontières et voisinage;
- ▶ **psychologiques** : flexibilité, fiabilité, persévérance et adaptation;
- ▶ **économiques** : sol et richesses minérales, organisation industrielle et niveau technologique, commerce et finance.

La ressemblance de ces éléments ne parvient pas à définir une homogénéité pertinente permettant de mesurer la puissance qui est par essence approximative.

Cependant, du point de vue méthodologique dans l'étude des éléments de la force globale des unités politiques il est important d'établir quels sont les éléments qui sont déterminants de la force militaire.

Toujours sur le plan de la méthode quel est le rapport entre la force militaire et la société, ou la collectivité elle-même? En termes de violence et de conceptions de la violence, la force et les théories de la force ont appartenu au XIX^e-ème siècle, la pratique de la violence ouverte et clandestine au XX^e-ème siècle.

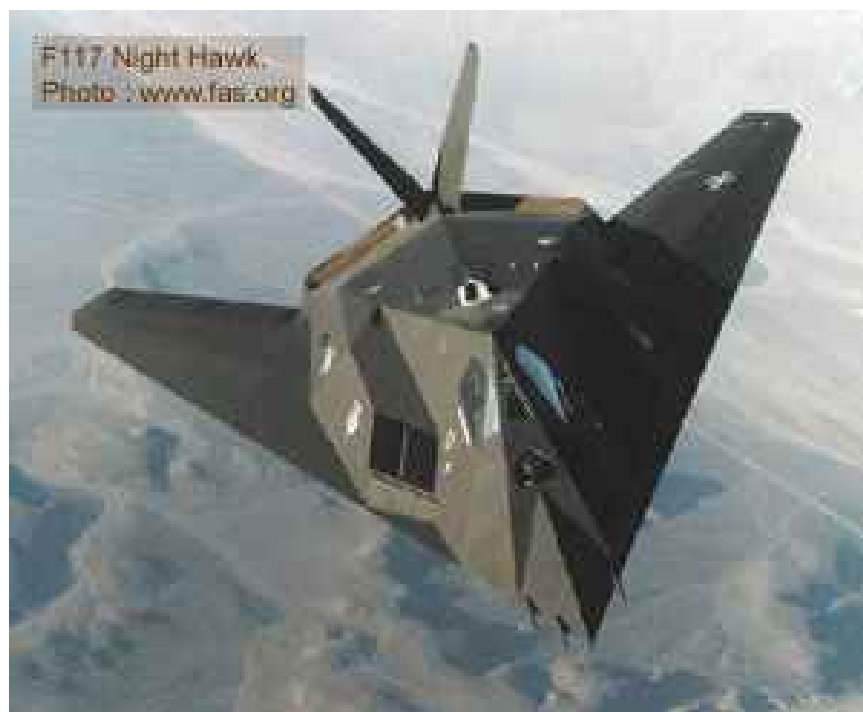
1.2 La notion de puissance et sa transformation.



La transition de la **puissance mondiale classique à la puissance globale** date de la course aux armements relancée par l'Administration Reagan. Ex post on peut la définir comme le passage graduel de la puissance matérielle à la puissance immatérielle, de la puissance spécialisée à la puissance en réseau. **La première** est dans la plus part des cas une puissance géopolitique régionale, géographiquement localisée, capable de faire face seule et simultanément à de grands conflits sur plusieurs fronts, **la deuxième** une puissance déspatialisée, présente en permanence et globalement sur tous les théâtres et sur tous les réseaux, économiques, technologiques, financiers, culturels et médiatiques. Cette présence permet, en situation de crise et de tension, le blocus, l'isolement et la quarantaine de la puissance perturbatrice ou hors-la-loi, cependant que l'absence de présence sur un ou plusieurs théâtres ou réseaux, indique une carence structurelle et une faiblesse opérationnelle qui affecte sensiblement la capacité de manœuvre stratégique des acteurs en compétition.

La gamme d'attributs de la puissance globale recouvre toutes les caractéristiques classiques de la puissance mondiale d'autrefois : au plan des ressources, des capacités matérielles ou de frappe, mais aussi d'influence politique, économique, financière et de nation building. Elle additionne les premières aux deuxièmes, qui sont celles de la puissance post moderne, relationnelle, institutionnelle, diplomatique et médiatique. Au sens marxiste de l'analogie, la puissance mondiale classique est celle de l'infrastructure et de la société industrielle, tandis que la puissance globale reflète le développement exceptionnel de la superstructure et de la communication, de l'information et de l'« intelligence ».

1.3 L'intelligence, la surveillance stratégique et la ramification spatiale du pouvoir d'Etat.



La particularité de l'intelligence du XX^{ème} siècle est celle d'opérer, en support décisif de la décision comme couverture de surveillance stratégique à caractère permanent. Celle-ci est actée dans les deux fonctions de la « défensive » et de « l'attaque préemptive ».

La puissance globale est en même **temps tridimensionnelle** et « **hors limites** ». Elle est terrestre, maritime et spatiale. Le réseau satellitaire est essentiel dans la collecte des informations géopolitiques et stratégiques vitales. Ce réseau est destiné à observer la morphologie du monde et ces transformations. Il capte et surveille le plasma immatériel de la communication humaine. Ce réseau constitue la **ramification spatiale** et dans le même temps l'épine dorsale du **pouvoir** centralisé **de l'Etat**. Il est l'outil essentiel de planification et de décision politique, géopolitique et stratégique.

Au plan diplomatique, la méthode de gestion du monde comme outil de la puissance globale et en même temps comme technique de représentation, se fait valoir par le *Linkage* horizontal ou vertical.

1.4 La puissance globale et ses attributs: le *Linkage*, la diplomatie totale, « l'alliance globale », la globalisation médiatique et la « guerre hors limites »



L'attribut le plus important de la puissance globale est le *Linkage*, lui-même lié à la diplomatie totale. Le *Linkage* désigne une démarche générale qui a marqué profondément la politique étrangère des États-Unis, surtout dans les grandes négociations stratégiques SAL1 et SAL2 des années 70. Il s'agit d'une interrelation verticale et horizontale entre les problèmes majeurs de la scène internationale. Les puissances qui ont des intérêts globaux disposent d'un nombre considérable de combinaisons ou de *linkages* entre acteurs et problèmes, entre problèmes et solutions. Ces problèmes vont des questions stratégiques et de non prolifération, aux questions financières, technologiques et monétaires et aux tentatives d'amorcer un dialogue régulateur entre acteurs essentiels et acteurs non essentiels, voire perturbateurs, du système international. Cela prend forme autour de situations de tension et de crise, oscillant entre confrontation et négociation.

1.5 Les principes du « Linkage ».



Les principes qui l'explicitent se retrouvent dans le premier rapport annuel du Président R. Nixon au Congrès des Etats Unis sur la politique étrangère de 1972 et dans les « Mémoire » de son Secrétaire d'Etat, Mr H. Kissinger.

1.5.1 L aspect stratégique.



Ce dernier est succinctement exposé dans le rapport Nixon :

« Mon gouvernement reconnaît que les évènements internationaux s'insèrent dans un réseau de relations complexes : les questions politiques sont liées aux questions stratégiques, les évènements politiques dans une partie du monde peuvent avoir des conséquences de grande portée sur l'évolution politique dans d'autres parties du globe. »

Dans ses « Mémoires », Kissinger présente le *Linkage* comme l'un des principes directeurs qui auraient dû orienter la politique américaine.

Ce principe fixait une liaison entre le **linkage stratégique**, comme interdépendance de politiques et de problèmes particuliers et le **linkage tactique**, comme technique de négociation, centrée sur l'obtention de concessions de la part des adversaires partenaires.

1.5.2 Un choix entre «confrontation et négociation».



Au cS ur de toute méthode à suivre pour articuler et conduire les affaires internationales et pour mener une politique à long terme de portée planétaire ou globale, le Linkage apparaît comme une matrice unitaire à caractère indispensable.

Il comporte une large gamme de problèmes et une pluralité d acteurs, étatiques ou exotiques, distribués sur des aires géopolitiques différentes. Dans son aspect stratégique, il vise à traiter les nouveaux réseaux de pouvoir dans le monde. En tant que synonyme de grande orientation stratégique, il sous-tend tout aussi bien une conception bilatéraliste que multilatéraliste des relations internationales.

1.5.3 L aspect tactique.

Dans son aspect tactique, le *Linkage* est apte à faire converger les efforts des deux partenaires vers un **dialogue régulateur**, basé sur la reconnaissance d un même code de conduite. Une même conception de la légitimité internationale doit imposer des limites dans les comportements admis, car toutes les parties s imposent d accepter le respect d une sorte d intérêt supérieur et la sauvegarde, bien comprise, de la sécurité internationale.

Dans l'aspect tactique du Linkage, trouve une application pleine la notion d'**interdépendance**, comme réciprocité de traitement entre les effets positifs et les effets négatifs d'une même relation, bref, l'idée d'une liaison entre dépendances mutuelles du signe contraire. Au niveau de la négociation le Linkage introduit des éléments de souplesse qui s'inspirent des techniques classiques de la compensation. Il suppose un synergisme des visées réciproques, entremêlées de volontarisme et d'action pédagogique. Les progrès réalisés dans un domaine doivent entraîner des progrès dans d'autres domaines de la négociation. Le présupposé est qu'il existe une **interdépendance objective**, enracinée dans la logique des intérêts et une interdépendance **subjective**, dictée par les perceptions réciproques de la part des deux partenaires.

L'idée de **sanctionner** par des coûts politiques des transactions d'ordre économique, d'un intérêt évident pour l'adversaire, imposant des restrictions aux échanges, ou refusant certains avantages, a été la **raison de fond de l'utilisation tactique du linkage**. Le but en a été d'**inciter** à des **concessions** et à des **assouplissements** de conduite sur des thèmes déterminés.

Il s'est agi de **contre-mesures sélectives ou de rétorsions non-militaires**, jouant sur la méthode d'association entre coûts (politiques) et avantages (économiques), afin de rendre les responsables plus conscients du « prix » de leurs actes. L'utilisation **tactique du linkage**, pour faire face à des impasses **diplomatiques**, pour maîtriser des situations de crise, ou pour influencer le comportement de l'adversaire dans des situations très particulières, a été pensé aussi, de la part des responsables politiques, comme une **réponse à leurs opinions publiques**. Il fait éviter de donner l'impression d'assister, en spectateurs impuissants, aux manœuvres de « l'autre », s'interdisant des avantages ou des gains escomptés. L'indivisibilité de la sécurité n'est que le revers d'un défi d'ordre planétaire et vise, en conséquence, à répondre à la multiplicité des périls, à tous les niveaux de l'échelle.

1.5.4 Le linkage Nord-Sud



1.

Le principe inspirateur du **Linkage horizontal** demeure le couplage politico-militaire entre théâtre et situations éloignées. **Couplage** combinant les trois volets essentiels de toute politique de sécurité : politique étrangère, de défense et économique. La **première** est chargée d'ordonner les objectifs souhaités dans le cadre d'un dessein politique constamment actualisé; la **deuxième** adapte les moyens à l'évolution des capacités militaires, aux possibilités structurelles de l'économie et canalise l'effort nationale en politiques de recherche, technologiques, énergétiques, ou industrielles, convergentes et finalisées. En troisième lieu, la politique économique, intégrée désormais dans la stratégie politico-militaire permet d'ouvrir l'éventail des options disponibles qui s'étendent de la rivalité économique à la rivalité politique, et de la paix forcée à la grande ou petite guerre programmée.

Au plan général les approches qui se préciseront de plus en plus dans un contexte stratégique caractérisé par asymétrie et les conflits asymétriques devront combiner le « Linkage » Nord Sud, et donc la bipolarisation conflictuelle, culturelle et sociétale entre les deux hémisphères au Linkage horizontal Est- Ouest » à la logique de l'interdépendance et la mondialité.

1.7 La diplomatie totale ou le linkage accompli.



L'émergence d'une «**diplomatie totale**» dans un système international hétérogène a pour but de gérer des situations éclatées et dissemblables. Elle n'est possible que pour des pays présents sur toute la hiérarchie des réseaux et sur tous les théâtres géopolitiques. Sa fonction est unifiante et stratégique. Elle est **totale** sur le plan doctrinal et sur celui de la mobilisation des ressources et elle est **globale** dans l'interaction des espaces et des pouvoirs, confrontés à des logiques de coûts et de gains systémiques, tant politiques qu'économiques ou militaires.

Un attribut central de la puissance globale est la **globalisation médiatique** de relations internationales.

1.8 L'alliance globale



Il ne peut y avoir de puissance globale sans un instrument d'action politique et militaire à rayon planétaire.

Depuis le Sommet de Riga des 27 et 28 novembre 2006 le seul instrument de ce type est l'Alliance atlantique. Pour les Etats-Unis, seule puissance globale effective cet instrument est l'OTAN.

L'Ambassadeur des USA en France, M. Craig R. Stapleton, le qualifie désormais dans le «Monde» du 29 novembre 2006, comme le « **centre de la consultation stratégique** au sein de la Communauté trans-atlantique », le « lien » du dialogue stratégique entre alliés permanents.

Tout comme l'UE, l'OTAN a opéré comme soutien et comme force d'attraction pour le changement politique, puis pour la stabilisation des réformes démocratiques à travers l'espace trans-atlantique et désormais, trans-eurasien.

Le but de s'adapter aux mutations géopolitiques du XXI^{ème} siècle en a fait le principal outil de politique globale au monde, apte à jouer un rôle politico-militaire planétaire pour affermir la sécurité au XXI^{ème} siècle.

L'ambiguïté de la notion d'alliance globale repose sur l'intime connection de l'évaluation constatée des conflits asymétriques et de la nécessaire fonction de Nation building (émergence et recomposition d'un Etat de droit), car la phase militaire des conflits de haute intensité s'est raccourcie, tandis que la fonction civile de pacification, de stabilisation et de reconstruction s'est étendue dans le temps.

Or, au plan des considérations d'ordre générale, les attributs d'une puissance globale doivent intégrer de plus en plus des éléments politiques et d'ouverture multilatérale. Ces nouveaux instruments globaux doivent refléter la perspective internationale en toutes ses composantes. Ils doivent tenir compte, même partiellement, des sociétés auxquelles il s'appliquent et comporter l'indication d'un horizon politique, qui se concrétise dans le projet défendu par la communauté internationale. Ce projet est celui d'une « communauté de démocraties », transcendant à la fois l'hégémonisme inévitable de la puissance dominante, et la logique de la force pure, qui interdit tout dialogue.

Le « nouveau consensus » de « l'outil de force global » doit refléter une idée de coopération et de dialogue ouvert, plutôt que l'idée d'une alliance hégémonique à légitimité restreinte. En ce sens l'alliance hégémonique, construite en « parapluie défensif et de sécurité » comme un bastion et fondé sur l'hypothèse d'une menace de très forte intensité, immédiate, directe et massive, appartient au XX^e siècle et elle est, comme telle, révolue.

1.9 La globalisation médiatique.



La globalisation médiatique désigne la conjugaison orientée des images, des représentations mentales et de schémas cognitifs. Elle opère la fusion de trois pouvoirs, d'information, de désinformation et d'intoxication. Une double source de tension provoque ainsi, d'une part, une relance de la violence, du chantage et de l'intimidation, et d'autre part une stratégie de combat indirect fondée sur l'intention

politique, la réaction émotionnelle et les passions. Les alliances de l'Occident et la cohésion des sociétés en guerre en sont fragilisées. Ce nouveau paradigme perceptuel structure en même temps la primauté culturelle et technique de l'Occident et un altermondialisme transversal, réactif et violent. D'une part il propose un modèle culturel et sociétal, de l'autre il favorise, à l'échelle étatique et politique, l'émergence d'un directoire informel anti-occidental. Il oppose un cartel dominant à un front tiers-mondiste qui prétend représenter les pays émergents, en donnant forme à un embryon de multipolarisme subalterne.

C'est le terrain privilégié de toute sorte de confrontation et d'antagonisme. Cependant, si le monde multipolaire représente une tendance en acte et ne définit aucune stabilisation lisible entre les pôles, surtout dans l'immense théâtre asiatique, le caractère volatil de la communication, introduit un élément d'incertitude supplémentaire dans l'équation géostratégique mondiale. De fait elle interdit la création d'alliances durables. Pour simplifier, l'avènement d'un monde global instable engendre l'établissement d'alliances régionales précaires.

Le paradigme médiatique de la puissance globale instaure la coexistence de deux temps stratégiques, celui du réel et celui du perceptuel. Si le pouvoir médiatique exalte davantage la globalisation de l'échange et l'irrévocable métamorphose du monde, ce même pouvoir parvient à créer une inter-opérabilité des médias, du cyberspace et de la blogosphère.

Il s'agit d'un pouvoir qui recouvre une réalité économique et politique car ici se mesurent et s'opposent les images et leurs « sens », se consolident des choix et des partenariats entre les sociétés civiles et les stratégies militaires. C'est un espace où le « potentiel » influe sur la force ou sur le « pouvoir en acte ». Puisque cet espace ne peut être le théâtre d'une confrontation des capacités de destruction physique, l'utilisation tactique de cet espace met en face à face les valeurs fondamentales des sociétés en lutte.

1.10 La guerre «hors limites».



A l'intérieur de cette dimension, qui suscite des émotions et des passions violentes se déploie une « **guerre hors limites** ». La tactique de celle-ci consiste à affaiblir les capacités de résistance et d'élan d'un pays, à diviser les opinions des acteurs aux prises et celles des acteurs non engagés. Ce résultat est obtenu par le déplacement des enjeux du conflit du terrain de combat à celui du « sens », et donc de l'éthique du conflit. La « **guerre hors limites** » est la guerre menée par le faible contre le fort, hors du conflit direct, pour l'acquisition de l'opinion, du « moral » des forces et de la cohésion des belligérants.

Cette guerre, en son aspect tactique, intègre aussi les membres et les puissances non engagées puisque la réalité et la conscience de la réalité sont toujours la résultante d'une perception, d'une conviction, d'une subjectivité. Ainsi l'enjeu des conflits se déplace vers la conquête des opinions et l'épreuve des volontés. Puisque le terrain du symbolique structure l'imaginaire des sociétés de l'information, la désinformation et l'intoxication collective se canalisent sur les médias et sur le web, mettant en avant le « sens » des conflits et leurs enjeux. Le conflit a toujours un « sens », qu'il puisse être désigné comme Zweck ou comme Ziel dans la guerre ou en stratégie. Dans la guerre médiatique en tant que guerre de « sens », les armes ce sont les « mots » et les « images ». L'effet de choc qu'elles produisent est

profond et durable. Il affecte les convictions et les axes du cSur.

1.11 L inversion de la symétrie. Axe numérique - axe des combats.



Ainsi l'épreuve de volonté est soumise à l'intime endurance du «mal», le mal de la conscience. L'essaimage des images (swarming ou attaque venant de plusieurs directions) est susceptible de produire une «inversion de l'asymétrie», de telle sorte que l'acteur qui est sur la défensive sur le terrain, se montre à l'offensive sur les écrans et cela prouve l'existence de deux champs stratégiques (celui du réel et celui du perceptuel). Dans l'autonomisation progressive du champ d'action médiatique, **le perceptuel est global et le réel est local**. L'axe numérique est celui des opinion-mondes, tandis que l'axe des combats est celui des forces engagées. La guerre psychologique mobilisant des cyber activistes et des fanatiques, intellectuellement engagés, mais hors du terrain, déséquilibrera le rapport des forces morales à l'avantage d'un camp.

En conclusion l'information et la communication, par leur nature globales, deviennent des enjeux stratégiques primordiaux et sont influencées de plus en plus par la concurrence entre les médias, par la politique de prise de contrôle politique, organisationnelle et budgétaire des médias des principales puissances. L'écran transforme le drame des forces en horreur moral des opinions face à la planète chagrinée. Nous assistons ici à un dédoublement de «l'espace» et du «temps stratégique avec des effets non négligeables sur «l'épreuve de force» et sur «l'épreuve de volonté». En effet la

confrontation violente et la bataille ont évoluées de manière interactive depuis la première guerre de Golfe modifiant l'écart originel entre les deux et transformant les stratégies d'influence sur les opinions et sur les systèmes de décisions politique.

1.12 Le linkage vertical ou le réseau de cryptocapacités satellitaire.



Aucun système de décision de politique globale ne peut exister sans un réseau d'informations et d'intelligence à rayon planétaire. Pour que le système de décision recouvre l'espace mondial ses moyens d'action doivent être globaux.

Ainsi à la capacité de détection, d'information et de décryptage en réseau (**Linkage informationnel horizontal**) doit correspondre un système de filtrage et d'interprétation axé sur la «verticale du pouvoir» (**Linkage décisionnel vertical**).

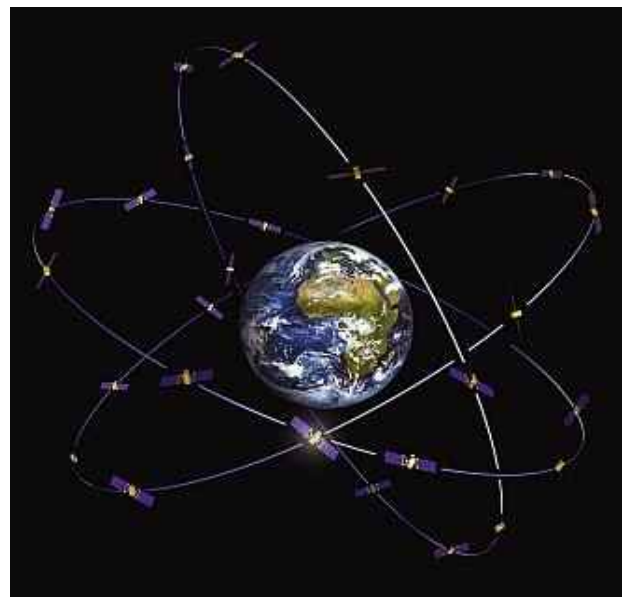
Le programme de contrôle satellitaire « Echelon » montre par les USA en coopération avec le Canada,

le Royaume- Uni, l Australie et la Nouvelle Zélande et crée par la NSA (National Security Agency) permettait un accès direct, illimité et sans contrôle judiciaire, au cSur des réseaux de télécommunication, par des portes cachées (Trapdoors) dans les systèmes de commutation. Le contrôle des alliés européens des USA était régulièrement pratiqué.

Il est absolument logique et banalement conséquent que le croisement des axes du Linkage horizontal et vertical fonctionne au plus haut niveau de technicité et de pouvoir. Il va également de soi, à l âge de la traque à la terreur, que des accès directs aux réseaux informationnels existants soient établis et que des moyens satellitaires de collecte et d écoute, soient installés pour décourager le terrorisme et le crime politique. C est l établissement de la « **frontière du secret** » qui fait problème dans la vie publique, de telle sorte qu acquiert toute sa pertinence la question de savoir où s arrête le contrôle du pouvoir sur l individu et sur le citoyen.

En effet, comment peut- il être défendu le droit à la « privacy » et à la libre opinion, sans l irruption du totalitarisme involontaire du « Big Brother », se parant des habits de protecteur universel de la peur ?

1.13 La Puissance globale, la dominance stratégique et les nouvelles frontières de l espace. Missiles et anti-missiles. Reconnaissance optique, télédétection et alerte précoce.



L arsenalisation de l espace se poursuit entre puissances globales, en vue des futures guerres stratosphériques. Le développement qualitatif des forces balistiques et nucléaires chez les adversaires virtuels d un échange atomique est constant. D une part, il s agit d adapter les systèmes de lancement

et de frappe aux sophistications de la technique, d'autre part d'être instantanément prêts à désarmer l'autre ou les autres. Un accroissement des écarts qualitatifs et quantitatifs des forces entre adversaires potentiels est une probabilité qui dépend de plusieurs facteurs, pouvant s'additionner:

- volonté politique
- rivalité
- contexte international
- état de l'économie
- effort budgétaire
- innovations technologiques
- études conjointes de vulnérabilité
- autres

La constitution d'un réseau d'armes en orbite, dissimulées et donc secrètes, activables en cas de crise, est bel et bien un projet d'étude au sein de certains Etats-Majors et guère une hypothèse de technologie militaire ou de débat stratégique. L'utilisation de l'énergie cinétique pour des interceptions à grande vitesse et des tirs au sol contre des cibles spatiales en « direct ascent » ou à « mi-course » d'un missile balistique adverse est la méthode adoptée dans la technique du «Hit to Kill ». Elle ne résulte pas d'un rendez-vous spatial entre un «satellite tueur » et un «satellite cible », mais d'une évolution balistique importante. Par ailleurs, l'envoi dans l'espace de satellites munis de charges nucléaires appartient à la sémiotique militaire et acquiert la signification d'avertissement stratégique. Les puissances balistiques se « parlent » constamment par le dialogue de la menace. Les satellites espions, qui observent au sol des préparatifs militaires d'attaque en orbite basse sont visés par des contre-mesures ou parades, aptes à préserver le secret et l'effet de surprise. Tout système intégré de protection anti-missiles vise les différentes trajectoires des missiles adverses et comprend plusieurs catégories d'intercepteurs, de senseurs et de radars basés à terre et en mer.

La couverture des forces à l'avant ou celle des alliés n'est que la traduction stratégique d'une ambition, la politique de primauté. Elle se fait valoir surtout là où manque une capacité de défense contre la prolifération d'armes de destruction massive (ADM) par des puissances perturbatrices ou par des Etats-voyous. Le prix à payer pour la protection et la défense a été depuis toujours politique et le restera. Il s'agit d'accepter, même à contrecœur, une fonction de leadership. La vulnérabilité spatiale potentielle est un élément capital de la vulnérabilité globale d'un pays, car elle peut affecter la dissuasion et donc

le concept de base de la non-guerre, mais aussi l'utilisation offensive de moyens d'attaque ou des systèmes d'armes guidées, programmées dans des campagnes et contre des adversaires conventionnels. La dominance stratégique dépendra largement de l'accroissement du rôle des satellites dans les conflits futurs. La préservation de la capacité d'action d'une puissance globale en dépend.

Ainsi toute diplomatie visant à éviter ou à limiter par des traités l'arsenalisation de l'espace peut décourager une tendance au contrôle en acte, qui est un moyen pour les puissances moyennes de ne pas accroître leurs « gaps » capacitaire et technologique et conserver des marges de manœuvre en situation de crise.

La course aux armements fait partie intégrante d'une politique de primauté et ne peut refuser la pertinence de ces efforts si un membre quelconque de la communauté internationale se dote de capacités de parade et de représailles inacceptables. Toute nouvelle avancée en matière de missiles anti-missiles ou de systèmes de détection et d'alerte avancée a pour effet d'affaiblir la dissuasion puisqu'il donne une prime à l'attaquant. La préservation de l'arsenal militaire des puissances globales, assurée par la survie des possibilités d'une «deuxième frappe» imparable, passe par limitation de boucliers anti-missiles autour de certains sites « vitaux », pour assurer la crédibilité de « l'équilibre de la terreur ».

Par ailleurs la crédibilité de celle-ci dépend, de manière parfaitement contradictoire, des réseaux satellitaires de surveillance, d'alerte et de détection avancées. Le «pouvoir de saturation» des puissances globales peut mettre en échec toute sorte d'échange intercontinental majeur, à cause de la quantité et de la variété des fusées disponibles. En termes stratégiques, l'Europe figure comme un théâtre cible, pour des tirs adressés à des puissances continentales ou extra-européennes. Politiquement et au vu des allégeances et des alignements politiques des pays de la planète, les nouveaux systèmes de détection et les formes de coordination centralisées et intégrées des systèmes de commandement, justifient l'observation selon laquelle un «système de défense» et de protection avancée est un « système d'intégration politique» et de « coordination stratégique », créateur de subordination et de dépendances auprès des alliés de la puissance dominante, en même temps qu'il se configure comme un système d'«insularisation», d'«encerclement», et donc de «containment» pour les adversaires ou les rivaux. Sont directement concernés par ces percées les programmes d'armement, les alliances militaires et les doctrines de défense. En effet, toute avancée dans le domaine de l'espace et tout bouclier anti-missile conduit:

- à une rupture des équilibres stratégiques généraux entre grandes puissances,

- ▶ à d ambitieux programmes de modernisation des armements dits de «cinquième génération » dans le domaine de la défense anti-aérienne et spatiale,
- ▶ à des « positionnements de zone » de ces systèmes, modifiant les rapports politiques et d'influence régionaux, dans les décisions concernant leurs utilisation à des fins militaires.

La modification de la configuration des armées et le renforcement des alliances militaires constituent le troisième volet de ces retombées diplomatiques, politiques et stratégiques. Face à la prolifération et à la dissémination d armes de destruction massive consécutives à l effondrement de l URSS, un «rééquilibrage géopolitique global » a succédé à l « équilibre dissuasif bipolaire ». L apparition d Etats proliférants, aux régimes douteux ou menaçants, «Rogues States » ou « Etats voyous », a impliqué la multiplication des systèmes de protection en deux types de défense anti-missiles, « de zone » et « de théâtre », selon que l on veut protéger des villes ou des troupes déployées en opération, et que l on dispose de défense intégrée (comme dans le premier cas) ou pas.

La puissance globale est celle qui est dotée en conclusion d un déploiement centralisé et intégré des missiles anti-missiles « de Zone » et « de théâtre ». Dans la situation de rivalité stratégique ouverte par la recherche de capacités de parade et de protection, une série de phénomènes majeurs s affirment:

- ▶ le rééquilibrage géopolitique global multidimensionnel (apparition de nouveaux outils d intimidation et de chantage/gaz ou pétrole) et multi-théâtre
- ▶ le retour mondial de la politique de puissance (Russie/Chine/Iran)
- ▶ l extension de zones d influence, exercée par des modèles autoritaires de développement (Chine)
- ▶ la transformation des systèmes d alliances militaires (OTAN), et de partenariats traditionnels en systèmes politiques et/ou en alliances tactiques (USA/Russie)
- ▶ l adaptation de la géopolitique de l insularisation, du «containment » et de l encerclement (USA → URSS, USA → Chine, USA + Israël → Iran), justifiée en dehors du territoire des acteurs concernés, comme extension de la « zone de sécurité fondamentale » et, de ce fait, d une reformulation, cette fois-ci planétaire, de la « définition globale des intérêts rivaux »
- ▶ la capacité de reformulation de l « esprit de rivalité » « hard » en justification globale « soft » et de « l unilatéralisme » en « logique multilatéraliste ». Cette série d avancées, constitue la traduction opérationnelle de la vocation permanente et à la dominance stratégique et à la gestion des nouvelles frontières de l hégémonie globale.

1.14 Sur la surprise stratégique - le concept.



La « surprise stratégique » équivaut à une révélation de l'Histoire, à une inconnue, et à un concours de circonstances sans parades.

La « surprise militaire » découle le plus souvent de l'avancée d'une technique ou d'une arme, d'un système d'emploi, d'une doctrine militaire ou de la percée de plusieurs facteurs conjoints. Dans un système planétaire à forte complexité, régionale et globale, la « surprise » est plus marquée politiquement et repose essentiellement sur le jeu de facteurs géopolitiques, sur une inversion des alliances établies, sur une liaison réussie de forces militaires adverses ou encore, sur l'activation d'actants irréguliers et transnationaux faisant recours à des formes de violence inédites. Des insurrections internes aux acteurs **aux prises**, suscitées par le pluralisme culturel et l'hétérogénéité sociale y contribuent également, bien que la surprise, au sens propre, tire ses raisons d'être de la combinaison de plusieurs facteurs réunis.

Dans un système planétaire, **l'interaction multi-théâtre** (Linkage horizontal) sera l'élément clé de la menace globale pour tous les acteurs du système, en raison:

- ▶ de l'activation soudaine de plusieurs zones de crise et de leur fonction conflictuelle;
- ▶ de la dérivation symétrique et conjointement asymétrique inter et sub-étatique ;
- ▶ de la distribution mondiale des acteurs en conflit et de l'énorme dispersion des forces au combat;
- ▶ au type d'intensité des engagements militaires, dus à l'importance de l'enjeu, au nombre des acteurs aux prises et au volume et à la qualité des forces employées.

C'est donc au cours de l'extension du cadre géopolitique et en fonction du poids des acteurs engagés que se déterminera l'axe de gravité des conflits, le type d'intensité de la guerre et son issue probable.



**L'EUROPE,
LA CRISE DES FONDEMENTS ET LES CHANGEMENTS
DES PARADIGMES STRUCTURANTS.**

II. L EUROPE,

LA CRISE DES FONDEMENTS

ET LES CHANGEMENTS DES PARADIGMES STRUCTURANTS

Avec l effondrement de la bipolarité, et en particulier après le 11 septembre, jaillit une nouvelle manière de penser les enjeux géopolitiques dans le monde.

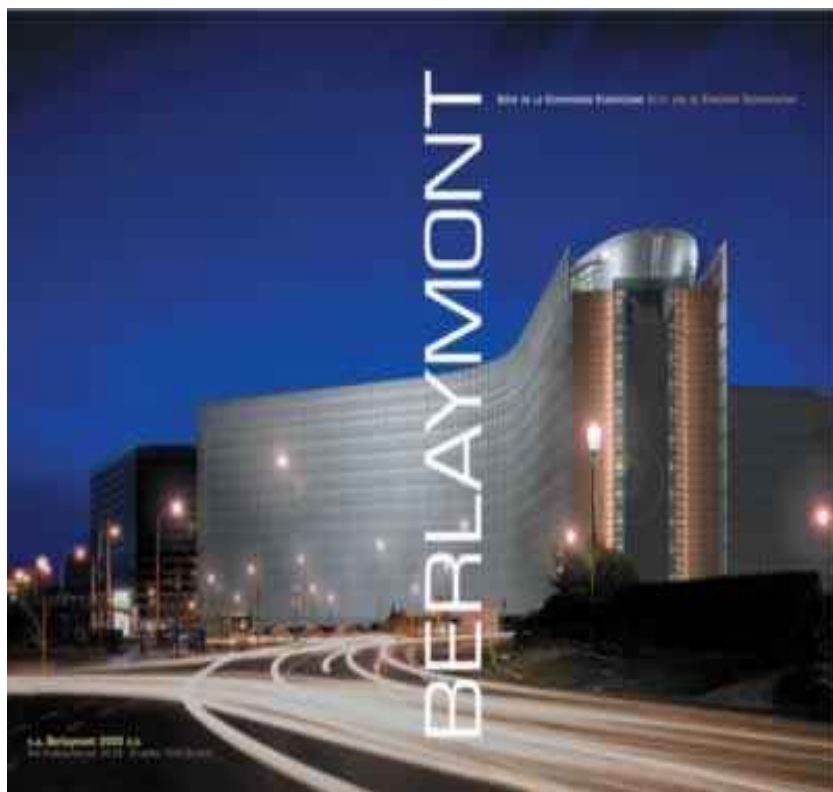
Changent en effet les grands paradigmes structurants et s inverse le choc de la «surprise stratégique » qui , de technico militaire devient cognitive, culturelle et politico stratégique.

Le paradigme, demeure la matrice du raisonnement logique, l encrage, par le biais de l abstraction, du monde sensible et, dans notre cas, de l univers historique. Il constitue un des fondements de la pensée et des croyances acquises. Ce fondement est philosophiquement le «réfèrent premier » des démonstrations à atteindre. Il contient la justification rationnelle et les principes essentiels de la science, ceux qui définissent les concepts, la recherche de la rigueur et la sauvegarde de la clarté, face aux raisonnements arbitraires, infondés ou faux.

Dans notre cas il désigne l adéquation à un objet qui a changé de contenu ou de forme et dont la capacité explicative est faible. Le « fondement » est donc le lien de cohérence essentiel entre réalités observables et assertions démonstratives.

En ce qui concerne le domaine des relations internationales seront pris en considération, à titre indicatif, descriptif et non problématique, les paradigmes qui portent sur l espace européen: de l Europe à l Eurasie.

2.0 Les changements des paradigmes structurants - L espace européen: de l Europe à l Eurasie.



En effet la construction européenne, qui s'est pensée dans un espace continental fermé, comme réconciliation politique et élargissement stabilisant à l'Est, doit se concevoir désormais dans un espace intercontinental ouvert, celui de l'Eurasie et dans un cadre global, à forte asymétrie, celui des réseaux mondiaux, interactifs et interconnectés. C'est au niveau de l'espace eurasiatique, que se redessinent ses frontières géopolitiques et culturelles. La position médiane des pays de l'Est induit un changement dans l'axe de gravité politique du continent vers le pivot des terres, le Heartland de Halford Mackinder, dans une dimension qui replace aux frontières des mondes, l'ordre des préoccupations fondamentales de la vie des nations, l'équation démographique, culturelle, énergétique et stratégique. C'est un rapprochement de l'Europe vers «l'arc de crise» qui va de l'Irak à l'Afghanistan, en passant par le Proche-Orient et l'Iran. Cet arc relie la frontière orientale du continent aux tensions les plus dangereuses de la planète, aux plus déstabilisantes de la conjoncture actuelle.

Depuis la fin de la bipolarité, le monde a changé de centralité et donc d'horizon historique. Le XX^{ème} siècle a eu l'Europe comme paradigme géopolitique central. Au XXI^{ème} siècle, la matrice fondamentale des raisonnements géopolitiques et conceptuels est devenue l'Eurasie. Cela implique un

changement radical de perspectives, d'alliances et de parentés civilisationnelles.

2.1 Le « combat contre le terrorisme international ».



- Le « **combat** contre le terrorisme international » est le signe que l'on est entré dans l'ère de l'asymétrie permanente et le terrorisme qui apparaît dépourvu désormais de toute justification morale, éveille les esprits à une guerre inter-civilisationnelle de longue durée. Ce paradigme de combat, perçu comme anti-islamique dans les pays musulmans, change la cartographie culturelle et humaine de la planète et reconfigure le système des perceptions de l'ennemi. Il apparaît effectivement comme structurant et comme discriminant et prend la forme sinueuse d'une sécante entre les deux hémisphères, autrement dit, d'une frontière floue entre l'homogène et l'hétérogène, tant au plan religieux qu'identitaire. Ce paradigme influence profondément les engagements pour la paix et sur la géopolitique des alliances. La cartographie des allégeances communautaires et

¹ L'ère de l'asymétrie oblige les Etats à ne plus faire uniquement de la prévention face aux dangers mais aussi de la préemption. L'apparition d'une asymétrie permanente n'est pas sans relation avec les risques politiques. Il s'agit de prendre les devants pour la sauvegarde de la démocratie d'où l'opposition conceptuelle entre «démocratie armée» et «démocratie désarmée», ou à l'esprit capitulaire.

des régimes politiques en est influencée. Les méthodes et les doctrines d'action sont reconfigurées à partir de ces allégeances qui s'enracinent dans des « principes de légitimité » divers et opposés. L'ère des idéologies du passé a représenté la liaison inextricable entre mouvements intellectuels, partis de contestation et de prise de pouvoir, régimes politiques et formes d'Etat. Les nouveaux paradigmes annoncent une résurgence des croyances et apparaissent aujourd'hui comme métapolitiques et radicaux, car ils transcendent la sphère de l'autorité et tirent leurs sources, des buts premiers et ultimes de l'action humaine.

Les conflits ainsi suscités sont puissants et durables car ils sont profondément enracinés dans les traditions et se ressource aux passions ancestrales qui sont à la fois globales et locales.

2.2 La globalisation médiatique.



La globalisation médiatique est donc la conjugaison orientée des images, des représentations mentales et de schémas cognitifs, qui opère la fusion de trois pouvoirs, d'information, de désinformation, et d'intoxication, dont on a traité à propos de la notion de puissance. A l'intérieur de cette dimension qui

suscite des émotions et des passions violentes se déploie une « guerre hors limites » et cette guerre se signale par :

- ▶ Le déplacement des enjeux du conflit du terrain de combat à celui du « sens » et de l'éthique du conflit.
- ▶ Le passage de la **puissance mondiale classique à la puissance globale**, autrement dit, de la puissance matérielle à la puissance immatérielle et de la puissance spécialisée à la puissance en réseau.
- ▶ **Le primat conceptuel de la géopolitique sur la logique de l'espace économique.** En effet le terrain d'exercice de la politique mondiale est de nature géopolitique et guère économique et porte pour l'essentiel sur la rivalité de puissance et non sur la régulation des cycles, sur la gouvernabilité internationale et non sur la gouvernance.
- ▶ **L'émergence du facteur culturel et identitaire** et l'apparition de nouveaux clivages à base civilisationnelle.
- ▶ **La politique et le système de valeurs.** Cet aspect a pour objet la justification de la réalité, désormais planétaire et vise son hétérogénéité profonde et sa complexité, son polythéisme conceptuel et religieux.
- ▶ **La politique et la décision.** La compression du temps radicalise désormais la décision pouvant échapper à tout contrôle rationnel. Ses structures d'action, à fonction dissuasive, se traduisent en options aux risques inacceptables et sans parades.
- ▶ **La politique et la rationalité.** Le dépassement du « seuil » de rationalité maîtrisable concerne essentiellement la violence balistico- nucléaire et justifie l'exigence de règles d'emploi acceptées et respectées et la codification de traités et d'accords dits de non prolifération.
- ▶ **La politique et le conflit.** Le déplacement de l'axe de gravité du monde redessine l'arc des crises et des conflits, et assigne aux acteurs majeurs de la scène internationale, les plus exposés à la multiplicité des dangers régionaux, des valeurs signifiantes diverses.
- ▶ **La politique et l'information** Le renseignement et l'information deviennent le premier attribut de la puissance globale. Ces attributs comportent une modification des moyens, des ambitions et de la nature même de la puissance.

- ▶ **La notion de « frappe destructrice »** induit une interaction incommensurable dans les jeux des facteurs d'annihilation.
- ▶ **La conception du « facteur décisif », de la menace et des tensions.** L'embargo des approvisionnements énergétiques et les facteurs de déstabilisation politique, paralysent désormais l'ensemble des activités sociétales et valorisent la «soft war ».
- ▶ **La politique et l'anticipation** L'autonomisation croissante de la fonction stratégique et celle de l'anticipation (préemption) érigent en maîtrise du monde la stratégie globale et intégrale et la politique pensée, calculée et conduite en milieu conflictuel.
- ▶ **La politique ordinaire et les conflits métapolitiques.** L'émergence du facteur religieux ou de motivations ultra-mondaines, engendre des conflits inédits, les conflits métapolitiques prenant racine dans l'hétérogénéité structurelle du monde. Il en découle différentes politiques de l'identité et d'autres modalités d'exercice de l'hégémonie.
- ▶ **La politique et la légitimité.** Nous touchons à une mutation clé dans l'anthropologie du politique, bref, à une autre perception de la notion de l'ennemi. L'adéquation de la décision aux diverses temporalités de l'action historique et aux différents scansions du psychisme, (monde moderne/monde traditionnel) engendre un écart de substance culturelle dans les conceptions du pouvoir et dans celle de la légitimité. Cela impose une **politique de la différence** et donc de l'hostilité, bref, une anthropologie adaptée du politique et de la politique. Il s'agit d'une différenciation de la structure éthique conduisant à une discontinuité des seuils de « tenue » et de « rupture », humainement tolérables dans la paix et dans la guerre. En effet, les êtres humains vivent de plus en plus des « attentes » et des « besoins spirituels » venant de temporalités décalées. Cette relation marque l'émergence d'une articulation, autrefois impensable, entre éthique, droit et force, qui est à la racine de la méfiance et des identités en conflit.

ACCADEMIA DIPLOMATICA EUROPAEA

2007/2008

« PROMOTION SUN TZU »
« EUROASIAN GEOPOLITICS »

BIBLIOGRAPHIE

Puissance

Vertiges de la puissance

par Philippe Droz-Vincent et Pierre Hassner
éditions : Broché 2007

La main invisible des puissances

par Christian Harbulot et Philippe Baumard
éditions : Broché 2007

Puissances de la pensée

par Omraam Mikhaël Aïvanhov
éditions : Broché 2006

La puissance et la faiblesse : suivi de le revers de la puissance

par Robert Kagan et Fortunato Israël
éditions : Poche 2006

Chemins vers la puissance

par Edward Louis Kramer
éditions : Broché 2006

Civilisations et puissance

par Georges Balandier
éditions : Poche 2005

Itinéraires de la puissance

par Claudie Lavaud et Collectif
éditions : Broché 2004

La Puissance et la Gloire

par Graham Greene
éditions : Poche 2003

Richesse et puissance

par Fourquet
éditions : Broché 2002

Droit de l'homme et diplomatie : Entre éthique et volonté de puissance

par Bertrand Badie
éditions : Broché 2002

La puissance du néant

par David Neel
éditions : Poche 2000

La puissance symbolique

par Leblanc Bernet-Danilo
éditions : Bernet-Danilo 1998

La volonté de puissance

par Friedrich Nietzsche et Friedrich Würzbach
éditions : Poche 1995

Voyage vers le maître de la puissance

par Muhamad Ibn'Arabi et Corine Derblum
éditions : Broché 1994

Masse et puissance

par Elias Canetti
éditions : Poche 1986

Puissance Globale

Les grandes puissances du XXIe siècle : Histoire, économie, géopolitique - Rapport Anteios 2008

par Pascal Gauchon, Jean-Marc Huissoud, et Collectif
éditions : Broché 2007

Les grandes puissances du XXIe siècle : Histoire, économie, géopolitique - Rapport Anteios 2008

par Pascal Gauchon, Jean-Marc Huissoud, et Collectif
éditions : Broché 2007

Le soleil noir de la puissance, 1796-1807

par Dominique de Villepin
éditions : Broché 2007

Le soleil noir de la puissance, 1796-1807

par Dominique de Villepin
éditions : Broché 2007

Le jeu du droit et de la puissance : Précis de relations internationales

par Maxime Lefebvre
éditions : Broché 2007

Opus Dei : Un regard objectif sur les mythes et les réalités de la puissance la plus mystérieuse de l'Eglise catholique

par John-L Allen et Jean-Louis Morgan
éditions : Broché 2006

Les principales puissances économiques du monde

par Baron Etienne
éditions : Magnard 1946

La norme sans la force : L'énigme de la puissance européenne

par Zaki Laïdi
éditions : Poche 2005

L'impuissance de la puissance : Essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales

par Bertrand Badie
éditions : Broché 2004

La puissance des mouches

par Lydie Salvayre
éditions : Poche 1997

Les grandes puissances du XXIe siècle : Histoire, économie, géopolitique - Rapport Anteios 2008

par Pascal Gauchon, Jean-Marc Huissoud, et Collectif
éditions : Broché 2007

Naissance et déclin des grandes puissances : Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000

par Paul Kennedy, Marie-Aude Cochez, et Jean-Louis Lebrave
éditions : Poche 2004

Les moyens de la puissance : Les activités militaires du C.E.A. 1945-2000

par Jean-Damien Pô
éditions : 2001

Puissance Nationale

Le soleil noir de la puissance, 1796-1807

par Dominique de Villepin
éditions : Broché 2007

Vietnam, dragon en puissance : Facteurs politiques, économiques, sociaux

par Philippe Delalande

éditions : Broché 2007

L'empire au miroir : Stratégies de puissance aux Etats-Unis et en Russie

par Didier Chaudet, Florent Parmentier, et Benoit Pelopidas

éditions : Broché 2007

Allemagne : Une puissance en mutation

par Jacques-Pierre Gougeon

éditions : Poche 2006

Chine : l'envers de la puissance

par Chongguo Cai

éditions : Broché 2005

La France a-t-elle une stratégie de puissance économique ?

par Christian Harbulot et Didier Lucas

éditions : Broché 2004

La Nouvelle Puissance américaine

par Henry Kissinger et Odile Demange

éditions : Poche 2004

L'Asie orientale, puissance en expansion

par Hélène Briones et Cédric Tellenne

éditions : Broché 2004

Puissance aérienne et stratégies

par Général Michel Forget

éditions : Broché 2001

Nouvelle Histoire de la France moderne, tome 4 : La Puissance et la guerre

par François Lebrun

éditions : Poche 1997

Bibliographie par les soins de dott. Francesco Spinillo et de dott.ssa Giovanna Sammartino

UNE VISION GEOPOLITIQUE POUR L'UE OU LE CHOIX DE L'EUROPE POLITIQUE

Monsieur Pierre Emmanuel THOMANN

Senior Fellow

Institut Européen des Relations Internationales

La géopolitique : nouveau paradigme

De l'utilité de la géopolitique

Le nouveau cycle géopolitique en Europe

Le nouvel horizon géopolitique et la crise de l'Union européenne

Le retour du principe d'équilibre en Europe

Le cycle géopolitique succède au cycle néo-fonctionnaliste

Le risque de renationalisation des visions géopolitiques

Le déficit de réflexion stratégique et géopolitique

De la nécessité d'une géopolitique européenne

Une vision géopolitique mondiale pour l'Union européenne

Principes de bases

La centralité de la stratégie géopolitique

La nécessité de renouveler les mythes fondateurs

La finalité de l'Union européenne

La hiérarchisation des priorités

Le territoire : enjeu de pouvoir

La réhabilitation de la frontière

L'Union européenne et l'échiquier mondial

La géo-économie au service de la géopolitique

La stratégie de l'araignée ou la géopolitique des flux matériels

-Le Couloir maritime sud eurasiatique et africain : la route du Cap et le canal de Suez

-Le Couloir eurasiatique et le « nouveau grand jeu »

-Le Couloir arctique ou le « grand jeu » du Nord après le reflux de l'empire des glaces

La géopolitique des flux immatériels

L Eurasie enjeu pour la puissance et l identité de l Union européenne

- L Eurasie, enjeu de masse critique pour l Union européenne
- L élargissement et l identité de l Union européenne

L échelle régionale: de l Europe multipolaire à l Europe polycentrique

Conséquences institutionnelles et opérationnelles d une géopolitique européenne

Le scénario prospectif de l Europe politique

Introduction

L'Europe est passée du rang d'acteur secondaire pendant la guerre froide au rang d'acteur périphérique dans la nouvelle centralité stratégique de la géopolitique mondiale. Afin de peser sur la scène internationale, un repositionnement de l'Union européenne est nécessaire pour que l'Europe retrouve une nouvelle centralité.

C'est dans la relation au monde que l'Union européenne peut valoriser ses atouts, bâtir son identité, et jouer pleinement le rôle d'acteur qui convient à ses potentialités.

Ce n'est d'ailleurs pas tant l'insistance excessive de l'Union européenne accordée au « soft power » par rapport au « hard power » qui l'empêche de jouer un rôle politique à sa mesure que l'absence de stratégie transformant ses différents atouts en facteur de puissance.

L'Union européenne comme embryon de l'Europe politique peut-elle réussir le passage d'une géopolitique subie à une géopolitique choisie ?

La géopolitique est en phase avec les paradigmes dominants du monde qui vient. Aller à contre courant de cette réalité pour l'Union européenne qui est de facto un acteur de rang mondial est une illusion dangereuse. Elle ne maîtrise pas encore tout l'outillage nécessaire et répugne à exercer la puissance. Si elle préfère promouvoir une « fiction juridique » qui lui sera utile pour une posture diplomatique incantatoire, elle restera inopérante sur les zones de collisions d'intérêts. Le prolongement de cette posture lui fera courir le risque énorme de l'obsolescence, du déclin et éventuellement la disparition pure et simple de l'histoire.

La géopolitique : nouveau paradigme De l'utilité de la géopolitique dans le monde en devenir

Le dégel des territoires

La dissuasion nucléaire durant la bipolarité avait gelé les territoires. Tout gain territorial d'un camp ou de l'autre lui faisait courir le risque de l'anéantissement. La multiplication des facteurs de puissance, couplée à la diminution de la menace nucléaire par abandon de la MAD (Mutual Assured Destruction) et l'apparition des armes nucléaires de théâtre, entraîne progressivement un « dégel » des territoires. Les Etats en quête de sécurité, de puissance, ou d'expansion peuvent agir de plus en plus facilement au-delà de leurs frontières et utiliser à cet effet toute la panoplie des facteurs de puissance. Les frontières étatiques, stratégiques, économiques, énergétiques, culturelles, ethniques d'un Etat ne coïncident pas et font office de « front » dynamique au cœur du territoire des Etats rivaux. La dissuasion conventionnelle et nucléaire est contournée, donc affaiblie. Le contournement² du principe

² Les modalités de l'exercice de la puissance par les acteurs géopolitiques au-delà de leurs frontières se sont manifestées dans l'après guerre froide de manière très variée dans la quête de sécurité, la riposte à une agression ou l'expansion :

- la recherche de la décomposition du territoire du camp adverse en soutenant les irrédentismes et les mouvements indépendantistes, aboutissant à la création de nouveaux Etats et de nouvelles frontières
- la construction de nouvelles alliances au détriment des anciennes (avec installation de bases et positionnement de personnel militaire) et construction de zones tampons se confondant en zones d'influence (projet d'installation d'une composante du bouclier antimissile américain chez les membres de l'OTAN)
- l'intégration d'un Etat tiers dans un nouvel ensemble plus vaste respectant la souveraineté de l'Etat concerné mais représentant un gain en termes de puissance ou de stabilisation pour les deux parties comme l'élargissement de l'UE ou la création de la CEI après la dissolution de l'URSS,

d'intangibilité des frontières par les Etats est la résultante du «dégel» des territoires.

Le principe d'intégrité territoriale est-t-il aussi sur la sellette? Les négociations sur le statut du Kosovo en ex-Yougoslavie, pose la question de l'intangibilité des frontières sur le continent eurasiatique et par effet domino, dans le monde. Le risque de prolifération des « Etats-régions » en Europe que soutient la vision de « l'Europe des régions » menace aussi de paralyser l'Europe par la « balkanisation »

Ces nouvelles dynamiques ouvrent le champ aux rivalités géopolitiques.

La spirale auto-réalisatrice

L'instabilité croissante mais surtout diffuse qui résulte de la conjonction de toutes ces mutations a amené les Etats-Unis, à l'occasion des attentats du 11 septembre 2001, à changer radicalement de posture en replaçant la quête de sécurité « offensive » au centre des priorités : c'est dans ce cadre que le concept de préemption induit la primauté de l'offensive sur l'endiguement, le contrôle remplace le « laissez faire », la confrontation prime sur la coopération. Dans la course à la sécurité et la puissance, les Etats concurrents s'approprient ces changements par effet domino. Avec la préemption, il s'en suit une spirale de renforcement des rivalités par « justification auto-réalisatrice » (« self fulfilling prophecy »). Les puissances nucléaires tentent de restreindre l'accès aux armes de destruction massive par quête de sécurité tandis que les prétendants à l'acquisition de ces armes cherchent à sanctuariser leur territoire pour les mêmes raisons.

La reconquête du monde

Avec la multiplication des sources de puissances et de ses modalités, les jeux des rivalités se complexifient terriblement à l'échelle du monde caractérisé par l'hétérogénéité de la géographie physique et humaine et les expériences historiques différentes.

Avec la dissolution de l'URSS et l'effondrement de l'ordre de Yalta en Europe, d'anciennes frontières administratives se sont transformées en frontières internationales³, provoquant le resurgissement de conflits de territoires et de frontières historiques qui avaient été enfouis sous l'effet de la domination soviétique.

L'économie, l'énergie, la technologie, la démographie, la religion, la culture, la géohistoire ont aussi une dimension spatiale qui leur sont propres et ne couvrent pas les mêmes aires géographiques. Il y a une grande hétérogénéité dans leur localisation et leur instrumentalisation complexifie l'enchevêtrement et la superposition des situations.

Avec le « dégel » des territoires ressurgissent tous les contentieux et inimitiés historiques, les conflits

- l'intervention militaire directe sans l'accord des parties ou d'une seule, au prétexte d'ingérence humanitaire (les enjeux réels des guerres de succession yougoslaves, ont très peu été interprétés au-delà du motif de l'ingérence humanitaire, notamment dans les milieux journalistiques, au sein des organisations internationales et chez les « vainqueurs ».

- La gestion de crise dans le cadre de l'ONU, de l'OTAN et de l'UE en créant de nouveaux protectorats

- l'intervention militaire unilatérale, soutenue par une coalition de volontaires en dehors du droit international. Lors d'une occupation étrangère, la recherche du contrôle des ressources et des hommes ne rend-elle pas la frontière assez floue entre l'empire classique et l'empire non territorial? (Comme l'atteste l'occupation de l'Irak ou de l'Afghanistan avec la recherche de contrats économiques, l'ouverture de centres culturels et l'arrivée des missionnaires religieux évangélistes par les forces d'occupation...)

- l'influence politique par le soutien aux opposants ou minorités

- l'influence économique par l'intermédiaire de grandes entreprises comme les compagnies pétrolières

- l'influence culturelle et informationnelle (propagande)

³ Selon Michel Foucher, plus de 14 200 km de frontières sont venus s'ajouter au 26000 km de frontières qui maillaient le continent en 1989, fragments d'Europe, Fayard, 1993

de frontières, mais aussi les nouvelles revendications. Toutes les hétérogénéités issues de la géographie physique et humaine et de l'histoire constituant autant de fractures géopolitiques anciennes et nouvelles peuvent être instrumentalisées dans la quête de puissance. Ces processus ne sont pas forcément visibles car ils procèdent pour certains des temps longs (démographie, domination culturelle) ou courts (flux économiques et financiers), parfois tellement longs ou tellement courts qu'ils sont impossibles à déceler (influence du changement climatique).

Le contexte de la globalisation, couplé à une raréfaction des sources d'énergie et l'accélération du changement climatique fait de la combinaison de ces phénomènes un « cocktail » potentiellement explosif à échéance.

La recomposition du monde ressemble à une reconquête du monde !

L'âge de la globalisation, c'est aussi la retour de la géographie et de l'histoire. L'âge de la géopolitique succède à l'âge nucléaire.

Géopolitique et technologie

La mutation de la géopolitique sous l'effet de la place grandissante accordée à l'information souligne l'influence primordiale de la technologie. C'est une mutation du rapport des sociétés à la géographie et non « la fin de la géographie » qui se déroule à l'âge de l'information et de l'accélération des échanges.

La collecte d'informations territoriales lors d'un conflit, à l'appui d'une stratégie d'expansion économique ou en soutien à une stratégie d'aménagement du territoire à partir de l'espace exosphérique est l'une des mutations du futur. Le changement va s'accélérer grâce aux satellites d'observations, aux satellites espions et aux systèmes de positionnement de navigation. Le GPS américain sera concurrencé par le système européen Galiléo, le système russe Glonass en phase de remise à niveau, et le futur système Chinois. Couplés aux SIG (Systèmes d'information géographique), les retombées militaires, politiques et économiques sont considérables. Pour le volet militaire, le système de positionnement par satellites permet les frappes balistiques de précision qui dépendent d'une localisation des cibles au mètre près. Les tentatives de sabotage du programme Galileo par les Etats-Unis sont en rapport avec l'enjeu.

La militarisation, et peut être demain l'« arsenalisation » de l'espace avec les satellites « tueurs » et des armes espace sol vont prolonger la course à la puissance vers l'espace. Comme le bouclier s'est opposé à l'épée, le camouflage, la technique des leurres⁵, la diversion, le brouillage, la « fluidité » sur le territoire ne seront-elles pas la réponse au concept de « space dominance » pour les acteurs à la traîne ?

La géopolitique est une arme décisive

Pour manSuvrer dans le monde en recomposition, c'est la géopolitique comme stratégie intégrale et spatio-temporelle qui fait office de démultiplicateur de puissance.

Comme disait le général Foch « il faut savoir beaucoup pour agir un peu ».

⁴ « US and EU battle for Space », Financial times, 21 septembre 2007 ; « if you don't have space in your tool basket, you will be relegated to the second tier in global competition : in military, economic and research terms », Michel Sprae, European space Agency.

⁵ Des leurres très rudimentaires ont permis aux forces yougoslaves de se protéger des bombardements de l'Otan lors de la guerre du Kosovo en 1998; le bombardement des cibles économiques et des infrastructures yougoslaves, donc civiles n'ont-elles pas été plus efficaces pour faire céder le gouvernement Milosevic?

La géopolitique, c'est l'acquisition de la connaissance territoriale et sa restitution en doctrine d'action dans le temps et à plusieurs échelles.

L'âge de la géopolitique correspond aussi à l'âge de l'information. La guerre de l'information est centrale dans les stratégies de puissances au XXI^{ème} siècle et la mutation de la géopolitique procède de cette évolution. A la complexité grandissante du système international et de l'interdépendance accélérée des Etats, nations, sociétés et civilisations par le processus de globalisation, correspond la nécessité pour les acteurs géopolitiques d'une connaissance symétriquement plus pointue pour élaborer une stratégie d'action. Pour construire une stratégie géopolitique, c'est la connaissance du territoire d'un ennemi ou d'un allié qui est primordiale pour pouvoir y exercer une influence au moyen des différents vecteurs de puissance. Il est symétriquement nécessaire de connaître son propre territoire pour contrer une influence adverse ou profiler son territoire en fonction de sa stratégie de puissance vis-à-vis de l'extérieur. L'action sur le « front » extérieur doit correspondre à l'action sur le « front » intérieur, le tout sur un échiquier devenu mondial.

La combinaison des facteurs de puissance sur un territoire permet à la géopolitique de démultiplier la puissance. Selon la cybernétique et les phénomènes de « rétroaction » dans le cadre d'une stratégie offensive ou défensive, la situation devra sans cesse être réévaluée en fonction des objectifs recherchés.

C'est en articulant la connaissance de la géographie et de l'histoire dans un cadre spatial et temporel que la géopolitique devient une arme essentielle. La prospective, l'anticipation donne un avantage sur son rival pour l'affronter ou l'allié pour l'entraîner.

La maîtrise de l'espace-temps⁷ d'un acteur géopolitique dépend de sa capacité d'anticipation sur l'espace-temps des autres.

Le nouveau cycle géopolitique en Europe

Le nouvel horizon géopolitique de l'Europe et la crise de l'UE

La mutation du système international issu de la fin de la guerre froide confronte l'Union européenne à de nouveaux enjeux :

- une incertitude sur ses frontières futures par la brusque disparition du « rideau de fer » et par la limite floue entre l'Europe et l'Asie suivant les critères privilégiés (géographiques, historiques, culturels?)
- l'ouverture de l'espace eurasien comme horizon d'expansion dans une perspective de poursuite de l'élargissement de l'Union européenne mais aussi de dilution du projet politique
- la confrontation de l'Union européenne à des thématiques globales et de nouvelles menaces (globalisation économique, réchauffement climatique, terrorisme, pandémies)
- la fragilisation de ses fondements politique par le changement de posture géopolitique de son allié principal, les Etats-Unis
- de nouvelles opportunités en termes d'alliances avec d'anciens ennemis (issus de l'exURSS), mais aussi de nouvelles rivalités interétatiques
- le retour des jeux d'équilibre (la pratique du « balance of power ») à l'extérieur de l'Union européenne (transition entre un système unipolaire dominé par les Etats-Unis et multipolaire), et entre les Etats membres de l'Union européenne.

⁶ La connaissance territoriale dans le cadre de la géopolitique internationale correspond à ce que l'intelligence territoriale est à l'aménagement du territoire

⁷ La manœuvre - Dans l'espace: l'alliance, la zone tampon, la zone d'influence, l'endiguement, l'alliance de revers, le contournement, l'enveloppement, l'avance ou le retrait, - dans le temps: le temps court, le temps long,

La chute du rideau de fer et la disparition du pacte de Varsovie a permis à l'Union européenne de s'élargir vers l'Est et le Sud-est du continent européen. L'élargissement de l'Union européenne à 27 membres a concrétisé l'opportunité créée par ce nouvel horizon géopolitique, moment tant attendu de la « réunification du continent européen ». Le grand élargissement a pourtant mécaniquement complexifié le fonctionnement de l'Union européenne. La possibilité d'une vision commune sur la finalité de l'Union européenne a été hypothéquée par les appréciations diverses des Etats membres vis-à-vis des nouvelles dynamiques géopolitiques.

Comme il n'y a pas de consensus sur la manière de résoudre les défis issus de l'après guerre froide, les stratégies et des postures contradictoires des Etats-membres ont profondément fracturé l'espace politique européen.

L'Union européenne peine à se sortir de la crise. Pour y faire face, les discussions se focalisent sur la réforme institutionnelle. L'espoir d'une perspective de relance de l'Union européenne repose grandement sur un déblocage institutionnel. Il est pourtant illusoire de croire qu'un accord institutionnel permettra de résoudre les divergences politiques sous-jacentes.

Le retour du principe d'équilibre en Europe

Dans l'esprit de « pères fondateurs », la recherche de la paix a été le fil conducteur de la construction européenne après les deux guerres mondiales qui ont anéanti l'Europe comme centre multipolaire de la puissance mondiale. Pour Jean Monnet, la création d'une fédération européenne comme parachèvement institutionnel de la sauvegarde de la paix constituait la finalité de la construction européenne. La « méthode Monnet » a consisté à remplacer le principe d'équilibre par le principe de coopération entre les nations européennes, pour tendre vers une « fusion de leurs intérêts ⁸ ».

La guerre en Irak menée par les Etats-Unis en 2003 a révélé de manière spectaculaire la persistance des jeux d'équilibre en Europe, après cinquante ans de construction européenne. Une coalition composée du Royaume-Uni, de l'Italie, de l'Espagne, des Pays-Bas et du Portugal et de tous les pays d'Europe centrale, membres imminents de l'UE, se sont alignés sur la position des Etats-Unis pour une offensive militaire en Irak. L'Allemagne, la France, la Belgique et le Luxembourg se sont retrouvés dans le camp opposé à la guerre avec la Russie et la Chine. Cette guerre aux enjeux d'abord mondiaux a été l'occasion d'un jeu d'équilibre entre les nations européennes. L'axe Paris-Berlin-Moscou, a été contrecarré par l'alliance de tous les autres Etats européens (excepté les pays neutres), avec le Royaume-Uni comme chef de file.

Ce jeu d'équilibre a eu différentes significations pour l'Union européenne:

- en situation de crise, l'UE est encore loin de constituer un acteur géopolitique autonome
- l'Union européenne est multipolaire
- au pôle franco-allemand est venu s'ajouter le pôle britannique qui en alliance avec les Etats périphériques peut tenter de modifier le rapport de forces
- au niveau pan-européen : la Russie a fait son retour dans le jeu d'équilibre entre les nations européennes, après une éclipse assez courte depuis la chute de l'URSS.

Le glissement des échelles

Le changement d'échelle du théâtre européen est l'autre leçon à tirer des nouvelles fractures

⁸ « Mémoires », Jean Monnet, Fayard, 1976,

européennes. La perspective imminente du grand élargissement de 2004 a permis au Royaume Uni de retrouver son rôle de balancier traditionnel sur le continent européen « réuni », ce qu'il n'a jamais pu réellement exercer dans l'Europe des 9, 12 et 15 membres. L'axe franco-allemand a également tiré parti de ce changement d'échelle en s'alliant avec la Russie. Conséquence de la fin de la guerre froide et du grand élargissement, c'est l'échelle continentale, donc eurasienne qui est devenue l'échelle pertinente pour comprendre les jeux de pouvoirs au sein de l'UE⁹, mais aussi le théâtre mondial.

Au niveau mondial, le caractère prépondérant des Etats Unis a été confirmé, mais l'esquisse d'un monde multipolaire en devenir a brouillé les perspectives.

La fracture européenne a exprimé en filigrane les choix divergents des européens : un alignement sur la position des Etats Unis en pleine tentative de préservation de l'unipolarité, ou une «autonomisation» du cœur de l'Europe avec pour objectif de faire émerger un contrepoids européen aux Etats Unis dans la perspective de la multipolarité.

La possibilité d'un nouveau leadership en Europe a aussi été envisagée par tous ceux qui ne partageaient pas le positionnement franco-allemand au sujet de la guerre en Irak.

Le cycle géopolitique succède au cycle néo-fonctionnaliste

Les jeux d'équilibre en Europe ont en réalité été masqués par la doctrine néo-fonctionnaliste et fédéraliste pendant un demi-siècle. La doctrine fédéraliste a porté l'illusion qu'une perception contradictoire des intérêts entre Etats membres était de plus en plus une relique du passé. Dans l'esprit de certains fédéralistes, la construction européenne avait également pour finalité ultime une fédération mondiale, la fédération européenne n'étant qu'une étape vers l'élimination progressive des conflits dans le monde.

La doctrine néo-fonctionnaliste a également porté l'illusion que la construction européenne ne pouvait progresser que par une approche technocratique qui avait l'avantage d'évacuer les problèmes politiques, et donc géopolitiques entre les Etats membres. Aujourd'hui, la recherche du jeu à somme nulle de la géopolitique tend à remplacer le mécanisme fonctionnaliste de l'engrenage.

La doctrine fédérale et le néo-fonctionnalisme ont incontestablement fait progresser la construction européenne, notamment dans le domaine économique. La contrepartie a été le développement d'une vision du monde a-politique et a-territoriale masquant les rivalités violentes du monde extérieur.

La logique de rivalité entre Etats européens décrite par la géopolitique, a été idéologiquement éliminée des schémas de pensée européens. Dans la réalité, elle a fait une rentrée brutale sur la scène européenne.

Le cycle fédéraliste et néo-fonctionnaliste de l'intégration européenne déjà moribond est sans doute mort lors des référendums négatifs en France et aux Pays Bas sur la constitution européenne. Le cycle « géopolitique » est-il né pour autant ?

Depuis l'« Europe des six » jusqu'au «grand élargissement», la « parité » franco-allemande a constitué le principal jeu d'équilibre. Une vision commune minimale (non dénuée d'arrière-pensées) a

⁹ L'axe Paris Berlin Moscou, privilégié par le président Chirac, héritier du Gaullisme est-il une réincarnation volontaire ou subliminale à l'échelle continentale de l'entente franco-allemande dans l'Europe des six qui privilégiait dans l'esprit de Gaulle une autonomisation de l'Europe vis-à-vis des Etats Unis ?

(Dans l'Europe des six, la France du général De Gaulle privilégiait une approche intergouvernementale de l'entente franco-allemande pour faire contrepoids à l'Europe intégrée et atlantiste de Jean Monnet. Monnet a réussi à faire modifier le texte initial du traité franco-allemand qui était d'inspiration gaulliste pour le réintégrer dans la perspective de l'alliance atlantique, grâce à un travail de « lobbying » auprès du Bundestag).

été portée par le couple franco-allemand, « chef de file incontesté », induisant un effet d'entraînement à la construction européenne. Les grandes décisions européennes ont toujours fait l'objet d'un consensus entre la France et l'Allemagne avant d'être proposées et souvent imposées aux autres membres.

Le contexte de la guerre froide avait également limité les rivalités entre Etats membres. La confrontation entre les Etats Unis et l'URSS a écrasé les enjeux d'échelle régionale. Avec la fin du monde bipolaire et la difficulté des Etats Unis à s'imposer comme puissance unipolaire, les alliances sont beaucoup plus fluides et renforcent les forces centrifuges au sein de l'Union européenne.

L'entrée du Royaume Uni dans la Communauté économique européenne (CEE) a élargi les combinaisons dans les jeux d'équilibre mais n'a pas immédiatement modifié le rapport de force. La création de la monnaie unique, décision autant politique qu'économique, a vu le jour sans le Royaume-Uni. La guerre en Irak a joué le rôle de catalyseur pour une tentative de modification du rapport de forces au sein de l'UE, à la veille du grand élargissement de 2004 qui allait définitivement modifier les équilibres précédents.

A l'inverse d'une nouvelle dynamique menée par le Royaume Uni en lieu et place du couple franco-allemand, c'est pourtant la paralysie qui menace l'UE car l'Europe ne peut être ni allemande, ni française, ni britannique.

Le risque de renationalisation des visions géopolitiques

Si l'Union européenne ne parvient pas à établir un consensus sur la nécessité de progresser vers l'Europe politique à la hauteur de enjeux mondiaux et des risques d'instabilité croissante, la quête de sécurité des Etats membres privilégiera le niveau national et les relations bilatérales avec les Etats-Unis et la Russie. C'est dans cette optique que l'on doit comprendre la recherche de sécurité en ordre dispersé de la part des Etats membres, mais aussi la montée en puissance de concepts tels que le « patriotisme économique ».

L'extension du bouclier antimissile des Etats-Unis à la Pologne et la République tchèque sans concertation européenne, alors même que ce type de projet aura un impact majeur sur l'équilibre stratégique en Europe illustre singulièrement cette tendance. On retrouve ce type de pratique dans le domaine de l'énergie. Les grands groupes énergétiques européens négocient directement avec la société d'Etat russe Gazprom pour sécuriser les livraisons de gaz, sans attendre la négociation d'accords énergétiques au niveau européen.

Le « patriotisme économique » est un concept qui est ouvertement discuté au niveau politique en France, mais qui est pratiqué par la plupart des grands Etats de l'UE lorsqu'il s'agit de défendre ou de favoriser l'expansion de secteurs considérés comme stratégiques. Les secteurs concernés ne se limitent pas au secteur de la défense et incluent les secteurs économiques qui font « poids » au niveau international.

Le déficit de réflexion stratégique et géopolitique dans l'Union européenne

Pour conjurer une tendance à la « renationalisation », la nécessité pour l'Union européenne d'élaborer une « stratégie géopolitique commune » à l'échelle mondiale existe donc déjà, en dépit d'une perception assez faible de la majorité des acteurs européens de cette nécessité. Paradoxalement, les

études d'opinion montrent une attitude positive des européens en faveur d'une politique étrangère et de sécurité commune et d'une politique européenne de sécurité et de défense ayant son identité propre.

L'Union européenne rencontre pourtant de sérieux obstacles pour s'engager dans cette voie

- Une perception asymétrique des intérêts entre Etats membres (représentations géopolitiques associées contradictoires), en particulier en fonction de leur position géographique ;
- Les énormes différences entre Etats membres au sujet de l'acceptation d'un rôle militaire pour l'Union européenne;
- Une compréhension de la géopolitique mondiale parmi les élites encore parfois héritée de la guerre froide et d'un déficit de réflexion et de débat public au niveau politico stratégique;
- L'héritage historique caractérisé par le poids prépondérant d'un Etat tiers, les Etats Unis d'Amérique, dans le contrôle de la sécurité et de la défense de l'Europe;
- Le manque de volonté politique résultant d'une dépréciation générale en Europe de certaines valeurs comme le patriotisme, la puissance militaire, l'identité;
- L'oubli souvent volontaire de l'héritage historique qui détermine pourtant en grande partie les comportements des Etats membres sur les temps longs, le passé étant perçu négativement par certains Etats membres et glorieux pour d'autres, rendant difficile la réappropriation par l'Union européenne de ses déterminants géohistoriques et l'insufflation d'un patriotisme européen complémentaire aux patriotismes nationaux ;
- Une cécité spatiale résultant de l'importance presque exclusive accordée à l'angle juridique, économique et politique dans les facteurs d'analyse, résultant en une incapacité à penser le territoire (c'est aussi un corollaire de l'absence d'ambition de puissance au niveau européen et un héritage historique comme le discrédit de la géopolitique en Allemagne après la deuxième guerre mondiale).

Les acteurs géopolitiques mondiaux (Etats-unis, Russie, Chine, Inde..) suivent pourtant le chemin exactement inverse et renforcent leur identité nationale. Ils engagent des moyens conséquents afin de se doter des instruments permettant de défendre leurs intérêts au niveau mondial. Cela passe par la construction d'une stratégie et d'une doctrine avec déclinaison d'instruments d'attaque et de défense, combinant les différents facteurs de puissance comme la puissance militaire, l'économie, les ressources naturelles, la technologie, la culture, l'information et la propagande. Leur stratégie est encadrée par les données subjectives que forment les représentations géopolitiques issues de la géohistoire comme « instrument de justification », (toutes deux fortement liées à l'identité), et les données « objectives » comme la transformation des configurations spatiales (continents, mers, détroits, isthmes, îles, espace intra et extraterrestre) en atout (géostratégie).

Dans les cercles diplomatiques et militaires en dehors de l'Europe, la géopolitique, même si elle ne se nomme pas toujours en tant que telle, se pratique, et trouve sa place sans tabous dans les discussions académiques et politico-stratégiques.

Les grandes puissances qui vont compter dans la constellation géopolitique multipolaire en devenir projettent leurs ambitions à l'échelle mondiale. Elles vont utiliser toutes les potentialités que la géographie et l'histoire peut leur offrir dans leur quête de puissance.

Que pèse « l'empire des normes » comme aime se décrire parfois l'Union européenne face aux doctrines géopolitiques des autres puissances ?

De la nécessité d'une géopolitique européenne

Le modèle unipolaire proposé par les Etats-unis est mis à l'épreuve face à la multiplication des défis

au niveau mondial. Les puissances concurrentes privilégient le modèle multipolaire comme horizon prospectif pour préserver leur marge de manœuvre. Les fractures européennes empêchent pour l'instant l'avènement d'une Europe unie qui jouerait pleinement son rôle dans la multipolarité tendancielle.

Les stratégies géopolitiques élaborées par les pôles de puissance extérieurs à l'Union européenne peuvent détruire « l'acquis européen » et devenir un obstacle incontournable à la création d'un pôle géopolitique européen. Une stratégie géopolitique européenne tournée vers le monde, avec déclinaison des intérêts européens est-elle possible ? Le néo-fonctionnalisme et le fédéralisme sont aujourd'hui dans l'impasse. Le principe d'équilibre des puissances, inventé par les européens dans leur histoire pour dépasser leurs contradictions, peut-il fournir la clé d'un « sursaut européen » ?

Afin de dépasser la neutralisation réciproque des Etats membres par des jeux d'équilibres à l'intérieur de l'Union européenne, c'est vers le monde extérieur qu'elle doit adapter sa stratégie pour s'insérer dans le jeu d'équilibre mondial. Jusqu'ici, « l'ambiguïté constructive » a été le fil directeur de la construction européenne. Elle est désormais incapacitante. L'initiative d'une stratégie géopolitique européenne devrait être portée par une alliance interne entre Etats membres, coalition de volontaires à l'européenne, centre de gravité destiné à faire contrepoids dans le futur concert des puissances mondiales. C'est précisément parce que le monde devient multipolaire que l'Europe doit s'éloigner de la multipolarité. La recherche du « statu quo » renforce les forces centrifuges et prolonge l'existence de visions géopolitiques parallèles. Un noyau politique européen dont la finalité est d'atteindre le rang d'acteur géostratégique global et autonome, implique une « vision géopolitique européenne » portée par les membres de cette alliance centrale. Cette matrice d'une perception commune des intérêts européens peut-elle avoir un effet d'entraînement et remodeler les institutions en fonction de ce projet ? Une avant-garde ou un noyau dur européen dans le domaine de la Politique étrangère et de Défense devra nécessairement prendre exemple sur la création de l'Europe de la monnaie et de l'espace Schengen.

Sans une vision géopolitique européenne soutenue par un noyau dur de taille critique, et se matérialisant par une stratégie d'alliances et d'influence au niveau mondial, il est illusoire de penser que les Etats membres de l'Union européenne ne s'engageront pas sur la voie d'une géopolitique induite par une perception nationale des enjeux. Le risque est progressivement une renationalisation des stratégies qui font déjà l'objet d'un consensus minimal au niveau européen. Les forces centrifuges seront difficiles à maîtriser lors des crises internationales graves. Les visions géopolitiques « nationales » risquent au minimum de ne pas faire le poids devant les enjeux globaux, au pire d'être contradictoires et d'affaiblir l'Union européenne toute entière sur l'échiquier mondial.

Si l'on choisit la conscience anticipatrice, la géopolitique sera doublement utile pour l'Union européenne :

- Comprendre et clarifier les enjeux internationaux dans le nouveau théâtre mondial de l'après guerre froide.
- construire une stratégie de puissance pour s'insérer sur l'échiquier mondial

Une vision géopolitique mondiale pour l' Union européenne

Principes de base

La finalité de l' UE

La « stratégie européenne de sécurité » fait de la promotion de la démocratie¹⁰ le meilleur garant de la sécurité de l' Union européenne. La tendance des démocraties à ne vouloir s' entourer que de démocraties est porteuse d' illusions dangereuses. Non seulement la doctrine de l' élargissement de la démocratie peut provoquer en retour une perception négative des Etats qui ne sont pas considérés comme des démocraties, et donc un renforcement des tensions, mais elle est aussi source d' une approche idéologique des relations internationales et peut mener à l' aveuglement. Elle nie également les relations de puissance entre les démocraties.

La vocation de l' Union européenne est-elle de promouvoir la démocratie à l' extérieur de ses frontières à la manière d' une ONG?

L' insistance sur la doctrine de l' élargissement de la démocratie au détriment de stratégies alternatives, reflète en réalité l' incapacité de l' Union européenne à penser la puissance. La promotion de la démocratie et de la stabilité devient un objectif en soi, au lieu de rester un moyen pour l' Europe politique.

L' Europe politique doit rester la finalité de l' Union européenne. L' Europe politique est définie ici comme une alliance d' Etats européens, cherchant à se doter d' une autonomie de réflexion, de décision et d' action au niveau international afin d' assurer leur sécurité, défendre leurs intérêts vitaux, promouvoir les conditions d' épanouissement de leur civilisation commune. L' Union européenne ne peut se transformer en acteur géopolitique qu' en s' insérant dans le jeu d' équilibre mondial, et faire correspondre à son espace géographique, un projet clairement identifiable par les autres pôles géopolitiques. L' Europe politique est donc un projet géopolitique: la rencontre d' un projet politique et d' un territoire.

La puissance, c' est la capacité à influencer les autres.

L' Europe politique, qui a vocation à exister aux côtés d' autres entités géopolitiques, suppose l' atteinte d' un seuil minimal de puissance pour défendre sa propre vision géopolitique. C' est seulement en se dotant des attributs de la puissance, et de la volonté de l' exercer, que l' Union européenne sera capable de jouer un rôle politique. L' Europe politique et l' Europe puissance sont donc synonymes.

Le territoire : enjeu de pouvoir

La maîtrise du territoire est un élément de la puissance. Ce postulat est accentué par la nouvelle configuration géopolitique mondiale. Il est tout aussi pertinent pour l' Europe.

L' élargissement de l' Union européenne, et donc l' accroissement de son territoire modifie son potentiel

¹⁰ « La qualité de la société internationale dépend de la qualité des gouvernements qui en sont les fondements. La meilleure protection pour notre sécurité est un monde fait d' Etats démocratiques bien gouvernés. Propager la bonne gouvernance, soutenir les réformes sociales et politiques, lutter contre la corruption et l' abus de pouvoir, instaurer l' Etat de droit et protéger les droits de l' homme: ce sont là les meilleurs moyens de renforcer l' ordre international», extrait de la « stratégie européenne de sécurité », « une Europe sûre dans un monde meilleur », Bruxelles, le 12 décembre 2003

de puissance. Il est donc nécessaire d'identifier les atouts ou faiblesses et croiser les différents enjeux que la poursuite de l'élargissement représente pour la finalité de l'Union européenne.

La stratégie d'élargissement de l'Union européenne devrait intégrer tous les risques et les opportunités. Certains territoires sont sources d'instabilité, et entraîneront un accroissement de l'hétérogénéité culturelle et civilisationnelle de l'Union européenne, même s'ils peuvent par ailleurs représenter un atout pour l'accès aux ressources énergétiques, aux marchés ou comme réservoir démographique. Le territoire est aussi un élément de l'identité d'un Etat. L'identité de l'Union européenne sera donc modifiée par l'élargissement.

Les « cartes mentales » des citoyens sont aussi à prendre en compte si l'Union européenne veut obtenir leur soutien au projet européen.

Dans le cadre d'une stratégie d'élargissement, le territoire d'un Etat peut alors se transformer en diviseur de puissance.

Une alternative à l'élargissement est la constitution d'alliances.

Dans le cadre d'une alliance, le territoire d'un Etat allié peut être un atout de puissance en fonction de sa taille (profondeur stratégique), ses qualités (en termes de ressources et d'hinterland économique), mais aussi sa position à la surface du globe (bases militaires continentales, navales et aérospatiales). Une stratégie d'alliances permettrait à l'Union européenne de développer des relations alternatives avec des Etats qui risquent de se transformer en diviseurs de puissance en tant qu'Etats membres.

Les alliances et les différentes frontières de l'UE

Il est nécessaire de réhabiliter la notion d'alliance. L'alliance lie deux entités politiques dans une logique d'intérêts mutuels et d'accroissement de la puissance. L'Union européenne se cantonne aujourd'hui dans la notion vague de partenariat, basé sur une approche coopérative visant à faire partager ses valeurs, les normes européennes, et son mode de fonctionnement institutionnel à des Etats tiers en échange d'un accès au marché européen ou des aides ciblées. Dans les politiques européennes, la notion de puissance est évacuée au profit de la gouvernance.

La notion d'alliance est classiquement réservée au domaine militaire. Dans le cadre d'une diversification des stratégies de puissance il est nécessaire d'en élargir le concept pour articuler les alliances militaires, économiques, énergétiques, culturelles &

L'articulation géopolitique des alliances va donner à l'Union européenne des frontières en configuration « concentriques ». Les frontières géo-économiques à l'échelle du monde,

Les frontières stratégiques euro-atlantiques sur le continent eurasien, les frontières stratégiques de l'Union européennes au niveau pan-européen si l'Union européenne se transformait en alliance militaire.

La réhabilitation de la frontière

La notion de frontière a volontairement été dévalorisée lors de la phase néo-fonctionnaliste de la construction européenne. Les frontières ont été perçues comme un obstacle aux échanges et ont personnifié les rivalités historiques sanglantes entre nations européennes. Il fallait donc les atténuer, avant d'essayer de les supprimer.

La suppression des frontières internes à la Communauté économique européenne (CEE) a été l'élément

central de la réalisation des quatre libertés du marché unique.

Les frontières de l'Union européenne avec le monde extérieur ont aussi graduellement perdu de leur importance :

- les négociations commerciales au sein du GATT relayé par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont abouti à une ouverture toujours plus grande du marché unique vis-à-vis de l'extérieur. Le risque est la mutation du marché unique en zone de libre échange
- les différentes vagues d'élargissements et celles en préparation ne cessent de rendre de plus en plus floue la limite entre ce qui est en dedans ou en dehors de l'Union européenne
- l'élargissement a joué le rôle de politiques étrangère de l'Union européenne, visant principalement la stabilité de sa proximité géographique, mais provoquant une dilution progressive du projet politique
- les frontières futures de l'Union européenne sont souvent confondues avec les limites de l'Europe (parfois volontairement)

Les limites de l'Europe changent selon les critères géographiques, historiques, culturels. Le choix de tel ou tel critère n'est pas indépendant des stratégies géopolitiques des différents acteurs, y compris extra-européens. Si l'Union européenne se fixe comme objectif « l'Europe politique ou puissance », ses frontières devront être tracées en conséquence. Les frontières de l'Union européennes ne doivent donc pas forcément correspondre aux limites de l'Europe. Seule sa finalité devrait donner des repères pour la politique d'élargissement.

Il est nécessaire de réhabiliter la frontière.

C'est la condition pour la visibilité politique de l'Union européenne, l'approfondissement de son identité vis-à-vis des espaces extérieurs, l'identification de ses intérêts de politique étrangère, et le soutien des citoyens européens après l'échec des référendums dans deux Etats fondateurs¹¹.

Cela ne signifie en rien pas un enfermement à l'intérieur de ses frontières. La solidité des relations de l'Union européenne avec les autres pôles géopolitiques passe par l'approfondissement de sa propre identité géopolitique.

La hiérarchisation des priorités

Si la finalité de la construction européenne est l'Europe politique ou puissance, la stratégie géopolitique qui tend à la réalisation de cet objectif devrait être centrale. C'est la condition pour établir les priorités¹² thématiques ou spatiales.

¹¹ - La résistance de plus en plus grande des peuples européens à l'immigration qui est perçue comme non contrôlée et la crise d'identité qui en résulte;

- Les conséquences désastreuses de la mondialisation économique sur une partie des populations européennes ;

- Les attentats terroristes dans le cadre de la guerre au terrorisme menée par les démocraties sous le leadership des USA, et la perméabilité entre la sécurité intérieure et la sécurité extérieure ;

- Le coup d'arrêt donné à l'élan de l'intégration par les référendums négatifs en France et aux Pays Bas, questionnant directement l'élargissement continu de l'UE

- Les négociations sur le statut du Kosovo en ex-Yougoslavie, et ses répercussions sur le continent eurasien (cela pose la question de l'intangibilité des frontières en Europe et par effet domino, dans le monde).

¹² Le problème de certaines politiques communautaires est l'action contradictoire qu'elles peuvent parfois exercer les unes sur les autres, faute de stratégie commune. Les accords commerciaux que l'UE négocie avec certains Etats tiers contredit par exemple l'objectif d'indépendance et de sécurité alimentaire de la PAC. Une stratégie géopolitique de référence permettrait de clarifier les priorités.

La géopolitique en tant que méthode d'analyse utilise l'analyse géographique multiscalaire¹³ :

Les enjeux militaires, sécuritaires, identitaires, économiques, technologiques, énergétiques, civilisationnels, de l'Union européenne ne seront bien identifiés et analysés que si on les aborde comme des sous-ensembles de dimension géographique et d'échelles différentes. Le croisement de ces enjeux et leur analyse en tant que système permettrait de souligner les interactions.

La « grande stratégie » oriente ensuite l'action en fonction du territoire ciblé, de l'échelle du phénomène appréhendé et établit des priorités par zone géographique. La géopolitique en tant que méthode d'analyse, se transforme en projet stratégique à finalité politique.

L'identification de l'imbrication des enjeux permettra de faciliter les stratégies de compensation, « triangulation », « linkage ».

La stratégie géopolitique de l'Union européenne doit s'articuler à trois grandes échelles : l'échelle mondiale, l'échelle eurasiennne et l'échelle régionale.

L'Union européenne et l'échiquier mondial

L'échelle mondiale est l'échiquier sur lequel l'Union européenne doit projeter sa stratégie géopolitique pour s'insérer dans le jeu de la balance mondiale du système multipolaire tendentiel. C'est seulement par la réussite de cette insertion que l'Union européenne peut prétendre faire coïncider son ambition, l'Europe politique ou puissance, finalité de son projet, et le seuil minimum d'influence qui lui permettra d'assurer sa sécurité et son épanouissement.

La richesse de la civilisation Européenne, son histoire, et son poids économique ne laissent pas d'autre choix à l'Union européenne que de tenter de devenir un acteur doté d'une autonomie géostratégique d'envergure mondiale. Rester une puissance régionale ne suffira sans doute pas à s'assurer un avenir digne de son ambition et de son passé historique ou même de sa survie.

La stratégie géopolitique de l'Union européenne devait être fortement induite par sa position géographique :

L'assise territoriale de l'Union européenne couvre une partie seulement de la péninsule située à l'extrême ouest du continent eurasienn. L'Union européenne couvre moins de la moitié de l'Europe définie selon les conventions géographiques¹⁴ et possède des territoires extra-européens. En terme de superficie, elle occupe le 7^{ème} rang mondial. La Russie d'Europe représente une superficie équivalente à la superficie de l'Union européenne. Avec 450 millions d'habitants, elle occupe le troisième rang mondial en termes de population derrière la Chine et l'Inde.

Sur son flanc Est s'étend l'immense continent eurasienn dont la limite entre l'Europe et l'Asie est floue en raison de la continuité territoriale.

Sur son flanc Sud et Sud-Est, elle est séparée par le continent africain et l'Asie mineure par la Mer Méditerranée.

Ses flancs occidentaux et septentrionaux sont océaniques.

L'Union européenne détient aussi le plus grand territoire maritime du monde grâce aux Zones

¹³ « Un tel raisonnement constitue, avec l'étude des intersections d'ensembles, la forme la plus opératoire, la plus stratégique de raisonnement sur les territoires, c'est-à-dire le raisonnement géographique dans sa définition épistémologique », Yves Lacoste, « Dictionnaire de géopolitique », Flammarion, 1993

¹⁴ (Ne font pas partie de l'Union européenne mais sont situés en Europe selon les conventions géographiques: la Suisse, les Balkans occidentaux, la Norvège, l'Islande, la partie européenne de la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, la partie européenne de la Turquie)

Economiques Exclusives (ZEE) entourant les régions ultrapériphériques et les pays et territoires d'outre mer dans les océans atlantique, pacifique et indien. Son territoire maritime (25 millions de km²) représente six fois son territoire sur les terres émergées (4,4 millions de km²).

Une augmentation des besoins en ressources énergétiques, la perspective de leur épuisement, et la maritimisation des échanges, exacerbe les tentatives de contrôle des flux énergétiques et des routes commerciales. La mer, dernier espace de liberté mais regorgeant de ressources fait l'objet dans ce contexte d'une recrudescence des revendications territoriales.

Les Etats qui constituent l'Union européenne ont été ou demeurent des puissances maritimes, des puissances continentales ou une combinaison des deux. L'Union européenne doit donc assumer ses deux identités géopolitiques et articuler la puissance maritime et la puissance continentale pour assurer sa sécurité et l'épanouissement de sa civilisation.

L'Union européenne devrait assurer en priorité sa sécurité en manoeuvrant sur la masse continentale eurasiennne, dans l'espace euro-méditerranéen et euro-africain, et sur la mer, vecteur d'expansion géohistorique et futur de l'Europe.

L'insertion dans le futur concert mondial

L'Union européenne ne devrait pas être écartée du jeu des alliances qui se constituent par ajustement entre puissances du monde multipolaire en devenir.

Une politique d'alliances déclinées en fonction de ses intérêts sécuritaires, économiques, énergétiques, démographiques lui permettrait de diversifier ses relations extérieures à l'échelle mondiale.

Prendre part au futur concert des puissances mondiales suppose la construction d'alliances destinées à éviter la suprématie d'un seul pôle sur tous les autres, et de négocier des positions communes. L'objectif est de promouvoir un équilibre mondial fait de poids et de contrepoids permettant l'ajustement des ambitions rivales et de contenir les déstabilisations inhérentes à l'état naturel d'anarchie dans l'arène internationale.

L'alliance des Etats européens avec les Etats-Unis est perçue comme primordiale pour leur sécurité. Cela ne doit pas empêcher l'Union européenne de construire des alliances complémentaires avec les autres pôles de la constellation géopolitique mondiale. La « Stratégie européenne de Sécurité » suggère cette diversification des alliances¹⁵.

L'« Occident » et la sécurité de l'Union européenne

Le partenariat transatlantique dont le noyau militaire est l'alliance atlantique nécessite un rééquilibre. L'héritage de la guerre froide, qui a vu l'Europe de l'Ouest confier par nécessité sa sécurité aux Etats-Unis, doit être réévalué en fonction des nouveaux enjeux de la multipolarité.

Les difficultés rencontrées par les Etats-Unis pour promouvoir l'unipolarité et faire face aux oppositions violentes engendrées par le glissement vers la multipolarité obligent l'Europe à « partager le fardeau »

¹⁵ « Nous devrions continuer à S'ouvrir pour des relations plus étroites avec la Russie, élément majeur de notre sécurité et de notre prospérité. Le respect de valeurs communes renforcera les progrès accomplis vers un partenariat stratégique. Notre histoire, notre géographie et nos liens culturels nous mettent en relation avec chaque partie du monde : nos voisins du Moyen-Orient, nos partenaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie; ces relations sont un atout important qu'il faut exploiter. Nous devrions en particulier chercher à établir des partenariats stratégiques avec le Japon, la Chine, le Canada et l'Inde ainsi qu'avec tous ceux qui partagent nos objectifs et nos valeurs et sont prêts à les soutenir ». Stratégie européenne de Sécurité, 12 décembre 2003.

pour leurs intérêts communs. L'atteinte d'un meilleur équilibre entre les deux pôles passe par l'identification des propres priorités géopolitiques européennes, et sa déclinaison géostratégique au sein d'un pilier européen de l'Alliance atlantique.

A terme, une Union européenne qui se veut une « Europe politique » devra se transformer en alliance militaire, par la création d'une « avant-garde » d'Etats liés par une clause d'assistance militaire ou même un noyau dur de type intergouvernemental devant la réticence de certains membres de l'Union européenne.

Afin d'opérer un rééquilibrage de l'alliance atlantique, une clarification des représentations associées aux stratégies respectives des Etats-Unis et des européens tels que l'« Occident » et l'« Europe » doit être amorcée.

L'« Occident » tel qu'il a été défini pendant la guerre froide était la représentation géopolitique décrivant une alliance des démocraties libérales sous leadership américain en opposition au bloc communiste. L'« Occident » est une représentation concurrente de l'« Europe ». Derrière cette vision se cache aujourd'hui la volonté pour certains de part et d'autre de l'Atlantique de construire un monde unipolaire ou la « fusion de l'Occident » primerait sur la formation d'une Europe unie. La guerre contre le terrorisme engendrée par les attentats du 11 septembre 2001 a donné une nouvelle jeunesse à cette représentation avec les analyses de Samuel Huntington et « le clash des civilisations ». La fracture européenne lors de la guerre en Irak a pourtant profondément divisé l'Occident, et oblige ses composantes à une nouvelle clarification.

Afin que la « refondation » de l'« Occident » désiré de part et d'autre de l'atlantique ne fasse pas obstacle à l'« Europe politique », les stratégies associées aux deux représentations doivent être déployées à des échelles différentes. L'« Occident » est l'espace géographique euro-atlantique qui doit permettre aux Etats-Unis et aux européens, (les « occidentaux » des autres continents peuvent y être associés) de refonder leur alliance à partir d'une nouvelle identification de leurs intérêts. Mais c'est l'avancée vers l'Europe politique, sous ensemble de l'« Occident » à partir d'une identification préalable entre européens de leurs intérêts communs, que l'on peut espérer revisiter la notion d'« Occident ». Sans Europe politique, on risque une division de l'« Europe » à chaque crise grave¹⁶ et un affaiblissement de l'« Occident ».

La géo-économie au service de la géopolitique

L'échelle mondiale est l'ordre de grandeur des enjeux de la globalisation économique. C'est l'échelle de manœuvre d'une géo-économie européenne. Une géo-économie européenne est une stratégie de mobilisation des atouts économiques de l'Union européenne pour appuyer l'objectif de l'Europe politique ou puissance et assurer sa sécurité et son expansion économique.

L'Union européenne peut-elle transformer ses atouts économiques en puissance ?

L'EURO, devise de réserve désormais mondiale devrait devenir un levier politique comme les autres monnaies de stature mondiale. Un dialogue entre les ministres des finances et la Banque centrale européenne en est la condition nécessaire mais pas suffisante. La volonté d'agir sur les taux de changes

¹⁶ Des divergences plus ou moins graves sont apparues entre Etats-Unis et européens et entre européens sur la plupart des grandes questions géopolitiques depuis 2003 : La guerre en Irak, les querelles sur les priorités politico stratégiques en Afghanistan, les tentatives de résolution du conflit israélo-palestinien, la question iranienne dans le cadre de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, les relations avec la Russie, l'embargo des ventes d'armes à la Chine, la question de l'indépendance du Kosovo, l'installation d'un bouclier anti-missile piloté par les Etats-Unis en Europe.

en fonction d'objectifs politiques donnerait à la zone euro les mêmes armes que ses concurrents.

La réforme du droit de la concurrence, non plus seulement en fonction des objectifs du marché unique, mais en fonction de la « guerre économique » mondiale devrait être entreprise. La question des « champions économiques européens et nationaux », la protection des secteurs stratégiques, et la notion de préférence européenne sont d'autres chantiers nécessitant une vision géo-économique.

La notion de réciprocité comme condition pour l'ouverture des marchés et comme alternative à l'ouverture unilatérale dans le cadre des négociations commerciales au niveau bilatéral ou au sein de l'OMC permettrait aussi de rééquilibrer les relations économiques de l'Union européenne.

Ces thématiques sont des concepts de puissance géo-économiques pertinents dans le cadre d'une confrontation économique mondiale. L'enjeu est la sauvegarde d'un marché unique européen, espace de survie et d'épanouissement d'un modèle économique européen, base arrière et « sanctuaire » pour les entreprises européennes confrontées à la concurrence mondiale.

La construction d'alliances géo-économiques au niveau mondial permettrait à l'Union européenne d'exercer l'influence qui sied à son poids économique.

Les partenariats et accords commerciaux (relations l'UE ACP, l'UE Mercosur, l'UE ASEAN) peuvent être des leviers de sa stratégie géoéconomique. La construction d'alliances bilatérales commerciales, financières et énergétiques avec la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud compléterait le dispositif.

La question du grand marché transatlantique

Doit-on éviter un glissement vers un marché transatlantique ? Equivalent économique de l'alliance atlantique et sous-composante d'un « grand Occident » absorbant entièrement l'Europe économique pour faire face à l'émergence économique de l'Asie ? Un partenariat équilibré entre les USA et l'UE est souhaitable au niveau financier et commercial, pour agir quand il le faut à l'échelle du « grand Occident ». A l'opposé, l'horizon unique d'une fusion des économies risque d'aggraver le fossé entre un « Grand Occident forteresse » et le reste du monde. Il favorisera tôt ou tard l'émergence de fractures au sein même du partenariat en raison des tropismes géo-historiques. On risque à terme l'affaiblissement économique de l'Europe par la perte de ses marges de manœuvre. On risque donc affaiblir par contrecoup le grand « Occident » face aux nouvelles méthodes de « prédation » économique de certains pays émergents.

La géopolitique des flux

En renforçant le rôle de l'Europe comme carrefour des échanges mondiaux, l'Union européenne peut ralentir sa dérive vers un statut périphérique dû à la perte progressive de sa centralité dans les affaires du monde.

L'Union européenne comme nœud incontournable des réseaux énergétiques, commerciaux, financiers, démographiques mondiaux pourra capter, pérenniser et orienter les flux nécessaires à sa sécurité énergétique et son expansion économique.

C'est par une diversification des voies de transit énergétiques, des routes commerciales, des flux financiers, des filières d'immigration et de travail temporaire que l'Union européenne peut diversifier ses alliances à l'échelle mondiale pour agir et non pas subir le glissement vers la multipolarité.

Une géopolitique des flux est le complément indispensable d'une politique d'alliances pour atteindre la puissance.

La stratégie de l'araignée, ou la géopolitique des flux matériels

Telle une toile d'araignée dont la rupture d'un ou plusieurs fils ne met pas en danger la stabilité de l'ensemble, le réseau énergétique et commercial européen doit être suffisamment dense et diversifié pour pallier à la rupture éventuelle d'une voie de transit énergétique ou d'une route commerciale.

Telle une toile d'araignée qui couvre un grand espace pour augmenter les chances de capture d'une proie, les couloirs énergétiques et routes commerciales européennes doivent s'inscrire à l'échelle du globe pour saisir les nouvelles opportunités en termes d'alliances énergétiques et commerciales, et s'adapter au déplacement des zones de richesses.

Telle une araignée qui se déplace rapidement pour réparer les ruptures des fils de sa toile, l'Union européenne doit constituer une force de projection militaire aéronavale et aérienne très souple pour rétablir la fluidité des routes énergétiques et commerciales lors d'un conflit interétatique, d'une action terroriste ou d'un acte de piraterie.

L'Union européenne est très fortement dépendante des sources d'énergie en provenance du Moyen orient, de la Russie, et d'Afrique du nord. La Route du Cap et de Suez est vitale pour l'approvisionnement en hydrocarbures du Moyen orient. Elle dessert le commerce maritime entre l'Union européenne et l'Asie. Le gaz et pétrole russe transitent principalement par l'Ukraine et la Biélorussie. La Russie cherche à contourner ses voisins continentaux avec un gazoduc en Mer baltique (Nordstream ; à l'état de projet), en mer Noire vers la Bulgarie (South Stream, à l'état de projet), en Mer noire vers la Turquie (Blue Stream, en service) ; et l'oléoduc Bourgas-Alexandroupoli (projet) permettant d'éviter le Bosphore. Ces nouvelles infrastructures relieront directement la Russie et l'Union européenne par l'Allemagne, les Balkans orientaux, ou via la Turquie.

Dans le cadre d'une politique de diversification et de sécurisation des flux énergétiques et commerciaux, l'ouverture d'un couloir eurasien et d'un couloir arctique permettrait de soulager la dépendance de l'Union européenne envers la route du Cap et Suez et des voies de transit en provenance de Russie. L'Union européenne pourrait également faciliter ses liens avec l'Asie centrale et l'extrême Orient en oeuvrant à l'ouverture de ces deux nouveaux couloirs. Le réseau serait constitué d'un faisceau de lignes continentales et maritimes traversant le cœur du continent eurasien et de deux axes maritimes contournant symétriquement le continent eurasien par le Sud (Route du cap et Suez) et par le Nord (route du Nord-Ouest et Route du Nord) dans l'océan Arctique.

Le couloir maritime sud eurasien et africain : la route du cap et Suez

Cette route maritime est vitale pour les approvisionnements en hydrocarbures du Moyen-orient et pour les échanges commerciaux entre l'Union européenne et l'Asie dans le contexte d'une maritimisation des échanges.

Une unité européenne aéronavale dans le cadre de la Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD) à partir des moyens britannique et français pourrait elle contribuer à la sécurisation de ce couloir qui repose fortement sur les Etats-Unis ? Une telle unité répondrait au double objectif d'une opération commune avec les Etats-Unis, et de peser sur les approvisionnements des autres puissances dans l'hypothèse d'une crise internationale.

Le Couloir eurasien ou le « nouveau grand jeu » du Sud eurasien

Le « nouveau grand jeu¹⁸ » fait référence à la rivalité entre la Russie, les Etats-Unis et la Chine pour

¹⁷ Avec la fonte des glaces, Les routes maritimes en Mer arctique sont déjà partiellement ouverte à la navigation depuis l'été 2007

¹⁸ Le « nouveau grand jeu » rappelle volontairement le « grand jeu » qui désignait la rivalité au XIX^{ème} siècle en Asie centrale entre la Russie qui voulait atteindre les mers chaudes et la Grande-Bretagne qui voulait sécuriser l'accès au

l accès aux ressources en hydrocarbures des pays d Asie centrale issus de l Ex-URSS.

Afin que l Union européenne puisse jouer ses propres cartes pour diversifier ses ressources en hydrocarbures et ses routes commerciales, il est nécessaire de faire progresser la construction du « couloir eurasien » porté par les projets TRACECA et INOGATE.

Ce nouveau couloir au centre du continent eurasien répondrait au désenclavement des pays d Asie centrale, à l émergence d une route commerciale entre la Chine et l Union européenne, à la création d une voie maritime et continentale vers les hydrocarbures du Moyen orient via la Turquie.

Ce couloir faciliterait une politique européenne de diversification de ses alliances énergétiques et commerciales. Sa sécurisation permettrait aussi de construire des alliances militaires locales ou régionales pour progressivement confier à la Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD) une zone géographique sous sa responsabilité pour la stabilité des marches eurasiennes de l Union européenne.

Le futur couloir arctique ou « grand jeu » du Nord après le reflux de l empire des glaces

L accélération du changement climatique laissera d immenses ressources minérales libres d accès dans l Océan Arctique. Le reflux de l empire des glaces aiguise les appétits des Etats riverains de l Arctique qui cherchent à assurer le bien fondé de leurs revendications territoriales par l interprétation des articles du droit de la mer.

La fonte des glaces facilite la navigation et l ouverture de nouvelles routes maritimes. Elles vont modifier la géographie des flux maritimes et commerciaux.

Deux alternatives s ouvrent à l Union européenne pour la facilitation de ses échanges avec l Asie orientale :

- La route du Nord-Ouest par le nord du Canada.

Cette voie fait l objet d une contentieux entre les USA qui considèrent que le passage est situé dans les eaux internationales, et le Canada qui invoque le statut des détroit internationaux.

- la route du Nord qui traverse les eaux territoriales russes

L UE a intérêt à s impliquer dans ce «grand jeu du Nord » en soutien aux Etats européens bordant l Océan Arctique pour

- diversifier son approvisionnement en hydrocarbures dans une région potentiellement plus stable que le Moyen-orient.

- profiter du gain en distance d une nouvelle ligne maritime et faciliter une politique d alliance commerciales avec la Chine mais aussi avec le Japon qui cherche à approfondir ses relations avec l Europe.

- profiter de cette nouvelle voie d évacuation des ressources de Sibérie dans le cadre d une alliance énergétique avec la Russie.

La géopolitique des flux immatériels

Les flux financiers et informationnels s inscrivent aussi dans la géographie. Un effet cumulatif entre flux financiers et flux d informations induit leur concentration dans les mêmes espaces géographiques. Les grandes mégalopoles de taille mondiale concentrent les pouvoirs politiques, économiques et financiers et constituent les centres d impulsion de ces flux.

Les Etats ont à leur disposition toute une batterie d instruments qui leur permet de contrôler ou maîtriser ces flux dans le cadre d une stratégie de puissance.

Les réseaux financiers et informationnels tendent alors à devenir un sous-système du champ de forces

géopolitiques par le biais d'une connivence ou d'une stratégie de puissance entre Etats, milieux économiques et financiers et organes d'informations. Les Etats-unis¹⁹ et leur concept de « global information dominance » sont en pointe dans le contrôle de ces flux grâce au dollar comme monnaie de réserve mondiale, La banque fédérale et sa gestion des taux, les bourses, la diffusion d'information via les chaînes de télévision à couverture mondiale et les organes de presse, la production de normes et lois par l'administration. Ces outils permettent de favoriser, orienter ou barrer les flux en fonction de leur provenance géographique et des intérêts de puissance qui y sont associés.

L'Union européenne est-elle en mesure de se battre à « armes égales²⁰ » pour participer à la guerre économique et la guerre de l'information ?

Afin d'adopter une posture offensive, une géopolitique européenne des flux devrait intégrer dans sa stratégie les priorités suivantes :

- le positionnement des places financières européennes dans le « jet stream » boursier mondial : La défense des plates formes financières européennes dans la structure tripolaire²¹ de la géofinance mondiale est freinée par la concurrence que se livrent les bourses européennes. La logique des alliances boursières intra européennes est parasitée par la logique des alliances boursières transatlantiques.

- la pérennité de l'Union européenne comme zone attractive pour les investissements internationaux par une politique d'« aménagement du territoire européen »

- l'utilisation de l'EURO comme « arme politique » dans le cadre d'une politique de change vis-à-vis des autres monnaies de réserve internationales

- l'introduction du principe de préférence européenne pour certains secteurs stratégiques au sein du marché unique

- la production de normes et « lois » européennes permettant un contrôle accru des flux pour ne pas les laisser aux seules forces du marché derrière lesquelles se cache souvent la « main invisible des puissances²² ».

- l'introduction de principes discriminants dans les politiques financières et la politique de concurrence européenne en fonction de la provenance ou la destination géographique des flux²³

- un statut dérogatoire pour les investissements dans les secteurs stratégiques dans le cadre de la politique de concurrence

l'intégration de la géopolitique des flux à la politique d'alliances et d'identification des adversaires dans une stratégie géopolitique européenne

- la participation à la « guerre de l'information » par une stratégie de communication européenne à vocation mondiale, ciblée et déclinée sur des zones géographiques en fonction de la langue, et du message « politique » à faire passer

- la réappropriation du réseau internet par le développement de contenus européens dans une stratégie de rayonnement culturel, et la création de moteurs de recherche européens

¹⁹ Pendant la guerre froide la provenance des flux était considérée comme de moindre importance car les « monde libre » formait un bloc économique. Avec la dérive vers la multipolarité et l'élargissement des facteurs de puissance, de nouveaux acteurs interviennent pour contrôler les flux et leur instrumentalisation dans une stratégie de puissance (comme l'atteste le débat en Europe mais aussi aux Etats-unis sur les restrictions sur les fonds d'investissements).

²⁰ Titre du rapport du député Bernard Carayon au premier Ministre français,

²¹ Etats-unis, Union européenne, Japon

²² « La main invisible des puissances, les européens face la guerre économique », Christian Harbulot, éditions ellipses, 2005

²³ Notamment les « fonds souverains »

L Eurasie et l Afrique enjeux pour la sécurité et l identité de l Union européenne

L Eurasie, l espace euroméditerranéen et l Afrique, enjeux de masse critique pour l UE

L Union européenne est coincée entre la masse continentale asiatique sur son flanc oriental et le continent africain sur son flanc sud, séparé par la Méditerranée. Elle ne peut donc prétendre à se constituer en territoire « sanctuaire » comme les Etats-Unis qui sont un « Etat-continent » protégés par les Océans Atlantique et Pacifique de par et d autre de son territoire (le risque terroriste affaiblit mais n élimine en rien l atout que présente la position géographique des Etats-Unis). La persistance de visions contradictoires entre les Etats membres et la faiblesse structurelle de ses moyens militaires sont des freins importants pour l Union européenne. Elle ne peut donc prétendre à égaler le niveau atteint pas les Etats-Unis en termes de moyen militaires. Sa proximité géographique avec les arcs de crise et la longueur de ses frontières terrestres et maritimes lui imposerait même un effort supplémentaire. C est tout simplement impensable et sans doute en partie inutile à cause de la multiplication des type de menaces.

L Union européenne doit manS uvrer à l échelle eurasiennne, dans l espace euro-méditerranéen et euro-africain. Une politique d alliances et la création de zones tampons et d aires d influence sur ces différents théâtres seront autant de leviers pour atteindre un seuil minimal de puissance.

L Eurasie reste l enjeu géopolitique mondial principal. L Union européenne doit se positionner comme pôle indispensable à la politique de balance sur le continent eurasienn, et de facto au niveau mondial. Sa sécurité et son accès à l énergie doivent être traitées à cette échelle. L Eurasie représente l hinterland énergétique et économique de l Union européenne.

L histoire montre que la Méditerranée est aussi un enjeu vital pour la sécurité de l Europe sur son flanc sud. L Union européenne doit empêcher l émergence de toute puissance hostile sur le bord sud de la Méditerranée, et faire de l espace euro-méditerranéen, un espace de coopération économique et énergétique pour forger des alliances et renforcer son poids dans le cadre de la globalisation.

L Afrique est un enjeu pour la montée en puissance de l Union européenne comme contributeur à la sécurité dans le cadre des missions de Petersberg, par les liens privilégiés issus de la période coloniale entre certains membres de l UE et des pays africains, la question de l immigration (elle-même liée au développement économique et au changement climatique), les potentialités économiques et les ressources naturelles.

Le positionnement de l Union européenne comme puissance duale maritime et continentale exerçant une influence stabilisatrice par une stratégie d alliances et de zones d influence sur le continent eurasienn, complétée par des alliances dans l espace euro-méditerranéen et euro-africain doit lui faire atteindre le seuil de puissance minimal pour exister aux côtés de la Russie, et la Chine. Cette stratégie serait digne d intérêt pour les Etats-Unis dans le cadre de l alliance transatlantique après l abandon de l illusion unipolaire. L objectif est d empêcher que l Union européenne ne se retrouve isolée ou ne subisse des alliances sur le continent eurasienn qui iraient à l encontre de ses intérêts.

L Union européenne peut progressivement faire de son « hinterland » géographique, eurasienn et africain, la zone géographique qui relève de sa responsabilité pour sa sécurité et le jeu d équilibre mondial. L objectif pour l Union européenne, comme pour les Etats-Unis est de ne permettre à aucun

pôle géopolitique d'exercer une suprématie totale dans cette zone.

L'élargissement et l'identité de l'Union européenne

L'élargissement à la Turquie et l'Ukraine: un saut qualitatif

L'Eurasie est l'échelle appropriée pour aborder la question de l'élargissement. C'est un enjeu central car il concerne la question de l'identité de l'Union européenne:

Le « grand élargissement » de 2004 a été présenté vis-à-vis des citoyens comme la réunification du Continent européen. Mais les critères utilisés pour l'élargissement font peu de cas de la géographie et de l'histoire et se basent principalement sur les valeurs «européennes»²⁴. L'ajout de la capacité d'intégration²⁵ introduit une plus grande vigilance à la capacité de l'Union européenne de fonctionner efficacement. Le maintien de ces critères implique une poursuite de l'élargissement vers l'Est du continent eurasiatique en dehors des paramètres historiques et géographiques²⁶. L'élargissement est de plus induit par un effet « boule de neige » : les Etats membres dont les frontières se confondent avec les frontières extérieures de l'Union européenne oeuvrent en faveur de la poursuite de l'élargissement afin d'intégrer leur zone d'influence historique (la Pologne vis-à-vis de la Biélorussie et l'Ukraine, la Roumanie vis-à-vis de la Moldavie). La transformation de leur position géographique périphérique en position plus centrale, ou l'instrumentalisation de la question de l'élargissement pour résoudre leurs contentieux historiques et leurs différents territoriaux (la Grèce vis-à-vis de la Turquie ?) peuvent constituer d'autres motifs de soutien à l'élargissement.

La petite Eurasie et la grande Eurasie

Avec un élargissement à la Turquie, l'Union européenne se transformerait en « petite Eurasie », la majeure partie de la Turquie étant située en Asie mineure.

La question de l'élargissement au Caucase du sud se poserait simultanément, aux républiques d'Asie centrale à plus long terme.

Avec un élargissement à l'Ukraine, l'Union européenne se trouve «de facto» confrontée à la question identitaire entre la Russie et l'Ukraine.

La zone tampon entre l'Union européenne et la Russie se réduirait fortement si l'Ukraine et éventuellement la Biélorussie devenaient membres de l'OTAN et de l'Union européenne.

L'Union européenne risque aussi de se voir posée la question de l'élargissement à la Russie par «effet boule de neige» à plus long terme, transformant l'Union européenne en «grande Eurasie».

La Turquie, membre de l'OTAN est un élément clé du dispositif américain au carrefour entre la Russie, l'Europe et le Moyen orient. L'Ukraine est considérée par les Etats-unis comme un pivot géopolitique dans le cadre d'une stratégie de «roll back» de la Russie sur ses marches.

L'Union européenne risque ainsi d'être entraînée dans un processus d'instrumentalisation interne ou externe visant son affaiblissement ou celui de la Russie.

²⁴ Les critères d'adhésion dits de «Copenhague» sont : Démocratie, Etat de droit, droit de l'homme et respect des minorités ; existence d'une économie de marché viable et capacité de faire face à la pression concurrentielle; capacité à assumer les obligations découlant de l'adhésion.

²⁵ Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006

²⁶ Le refus d'accorder le statut de pays candidat au Maroc est le seul cas de clarification des frontières de l'UE,

Le choix de l'élargissement correspond à la vision géopolitique euro-atlantique dans laquelle l'Union européenne constituerait le pilier économique de l'OTAN.

Les tensions entre l'Union européenne, l'Alliance Atlantique et la Russie ne risquent-elles pas de s'exacerber dans une telle configuration?

L'Europe va-t-elle se trouver prise au piège des différends américano-russes? La possibilité pour l'Europe de se muer en acteur géostratégique autonome deviendrait encore plus difficile.

L'optique géopolitique

Dans une optique géopolitique, la question de l'élargissement se pose ainsi: Les territoires de la Turquie et de l'Ukraine et du Caucase Sud constituent-ils un atout ou un handicap en tant que territoires intégrés à l'Union européenne? Pour la réalisation de l'Europe politique, la poursuite de l'élargissement est-elle la meilleure solution?

La question de l'identité culturelle européenne et sa cohésion.

La poursuite de l'élargissement vers l'Est et le Sud-est amène l'Union européenne à importer les discontinuités géopolitiques issues des frontières géo-historiques qui jalonnent le continent européen et eurasien :

- la séparation entre l'Europe catholique et protestante de l'Europe orthodoxe,
- les anciennes frontières de l'URSS,
- les anciennes frontières du bloc communiste de l'Est
- les anciennes frontières de l'empire ottoman,
- Les frontières entre la civilisation occidentale et musulmane

Ces frontières ont fluctué au cours de l'histoire avec le flux et reflux des empires. Elles délimitent des « zones frontières » ou marches qui sont de espaces de transition et traversent les frontières étatiques.

La poursuite de l'élargissement dans ces « zones frontières » affaiblit la cohérence et l'identité de l'Union européenne et augmente les risques de dilution.

Par leur taille, leur position géographique (l'UE et le glissement vers la petite ou la grande Eurasie), et leur localisation dans ces zones frontières, l'Ukraine et la Turquie sont des défis importants pour l'homogénéité de l'Union européenne.

Les Balkans sont aussi un espace fortement marqué par ces frontières géohistoriques.

Les Balkans orientaux sont déjà intégrés au territoire de l'Union européenne. Les Balkans occidentaux peuvent-ils rester longtemps en dehors de l'Union européenne avant de se transformer en « île d'instabilité » ?

La question de la sécurité de l'Union européenne sur le continent eurasien

et la défense de l'Europe

L'Union européenne peut-elle se transformer en alliance militaire? Un pilier européen peut-il être identifiable au sein de l'Alliance atlantique? Quel contenu donner à la relation entre l'Union européenne et l'Alliance atlantique?

La question de la défense de l'Europe est rendue difficile par la non coïncidence entre l'Union européenne qui n'est pas une alliance militaire, et l'Alliance atlantique qui regroupe des États

européens et extra-européens. L'Union européenne est limitée par les missions de «Petersberg» qui couvrent seulement la gestion de crise dans le cadre de la Politique européenne de Sécurité et de défense (PESD)

La transformation de l'Union européenne en alliance militaire pose problème à ceux qui ne veulent confier leur défense que dans un cadre atlantique, ainsi qu'aux Etats neutres.

L'Europe de la défense est pourtant nécessaire pour compléter la panoplie d'une Europe politique. Le dépassement du problème passe-t-il par une articulation entre la défense de l'Europe dans le cadre de l'Alliance atlantique, et des accords de défense portés par un noyau d'Etats volontaires issus de l'Union européenne?

On peut imaginer l'Europe de la défense en deux systèmes de cercles concentriques :

Au niveau de l'Union européenne

Une alliance militaire européenne portée par un noyau d'Etats européens liés par une clause de défense mutuelle.

Un plus grand cercle rassemblerait le noyau dur d'Etats européens liés par une clause de défense mutuelle, et tous les autres Etats de l'Union européenne prêts à agir dans le cadre des missions de «Petersberg» (y compris les Etats membres qui ne sont liés par aucune alliance militaire)

Au niveau de l'Alliance atlantique

Un pilier européen de l'Alliance atlantique issu du noyau d'Etats européens de l'Union européenne liés par une clause de défense mutuelle, additionné des Etats européens et eurasiens uniquement liés par la clause d'assistance de l'Alliance atlantique.

Un plus grand cercle serait composé des piliers européens et américain de l'Alliance atlantique.

Cette configuration permettrait au noyau d'Etats européens liés par une clause de défense mutuelle et porteurs de la vision géopolitique de «l'Europe puissance» de jouer un rôle central dans les décisions et de promouvoir la complémentarité entre les missions de type «Petersberg» et les opérations militaires lourdes aussi bien au sein de l'Union européenne que de l'Alliance atlantique.

En fonction de la menace et de la zone géographique, il sera fait appel au cercle adéquat. Cela implique au préalable une clarification et une négociation sur les missions de ces alliances concentriques.

Deux problèmes rendent nécessaires la création à terme d'une alliance militaire européenne portée par un noyau dur :

-Les priorités géographiques progressivement divergentes au sein de l'Alliance atlantique entre les Etats unis qui veulent élargir les missions et les zones d'intervention («OTAN globale») et les européens qui se préoccupent de leur propre sécurité;

-Les Etats européens qui bloquent ou freinent la création d'une défense autonome européenne en invoquant sa non crédibilité en termes de moyens et leur crainte d'une accélération de la dilution de l'alliance atlantique par sa transformation en alliance politico-militaire globale.

L'échelle régionale.

De l'Europe multipolaire à l'Europe polycentrique

L'Union européenne est multipolaire. Comment réduire une neutralisation respective des puissances européennes rivées à des stratégies géopolitiques à caractère national et contradictoires ? Comment inverser les forces centrifuges en forces centripètes ?

Comment articuler les différentes visions géopolitiques des Etats membres fortement induites par des priorités géographiques différentes ?

Les tropismes euro-atlantique²⁷, méditerranéen et africain, oriental, et septentrional sont la source de forces centrifuges entre certains Etats membres, mais aussi centripètes lorsqu'il y a chevauchement des priorités géographiques.

Peut-on transformer l'Union européenne multipolaire en une Union européenne polycentrique?

L'Europe à 27 ne peut plus fonctionner comme l'Union européenne avant le grand élargissement.

Avant les divisions européennes sur la guerre en Irak, l'UE était hiérarchisée grâce au poids et à la crédibilité de l'axe franco-allemand. Il reste encore vital pour la survie de l'Union européenne mais il n'est plus suffisant.

Une formule institutionnelle ou à défaut un mécanisme intergouvernemental, y compris en dehors des institutions en cas de blocage, devrait permettre l'émergence d'un noyau dur plus large que l'axe franco-allemand, et futur squelette de l'Europe politique ou puissance. Cette formule permettrait de réduire les incohérences thématiques d'une dérive vers «l'Europe à la carte».

Cet avant-garde ou à défaut ce noyau dur pourrait proposer une coordination négociée entre les différents pôles pour la constitution de responsabilités géographiques différenciées, et transformer les perceptions asymétriques dues à la géographie en atout.

Ce système hiérarchique, basé sur un noyau dur et des pôles secondaires mais participant à une stratégie géopolitique commune minimale transformerait l'Europe multipolaire en Europe polycentrique par la constitution de regroupements d'Etats membres à vocation géographique.

Pour une meilleure cohérence de l'ensemble, le noyau dur devrait participer à tous les regroupements géographiques. Ceux qui n'en font pas partie pourraient se concentrer sur leurs propres priorités géographiques²⁸. Ce noyau central, permettrait de réduire les incohérences géographiques d'une Europe à géométrie variable.

La proposition française d'Union méditerranéenne va dans ce sens.

Les propositions de « noyau fédéral » à partir de la zone Euro et la concertation entre grands Etats membres (directoire des six) pourraient aussi s'orienter vers cette configuration.

Dans le cas d'une impossibilité de contention des forces centrifuges, un noyau dur entérinant la « fracture européenne » peut-il être envisagé?

Conséquences institutionnelles et opérationnelles

²⁷ La dimension « euro-atlantique » est centrale en raison de la nature globale de la puissance des USA et son statut historique de protecteur militaire de l'Europe. La conséquence est la priorité accordée à cette dimension pour la plupart des Etats membres. Les européens sont aussi en concurrence pour obtenir les faveurs du « protecteur » quand bien même le Royaume Uni se verrait bien comme le facilitateur et le «pont privilégié» dans les relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

La dimension « euro-méditerranéenne » est essentielle pour les Etats méditerranéens, mais pas seulement. Le Royaume uni et l'Allemagne ont des intérêts en Méditerranée.

La dimension orientale, outre l'Allemagne, les pays d'Europe centrale et les Etats balkaniques, est aussi essentielle pour les pays de l'Ouest de l'Union européenne cherchant à sécuriser leurs ressources énergétiques avec la Russie, notamment la France et l'Italie.

²⁸ Cette formule atténuerait les divergences entre Etats membres sur les financements à accorder aux différentes zones de la Politique européenne de Voisinage (PEV)

d une géopolitique européenne

Adapter les institutions à la stratégie géopolitique de l Union européenne

Si l Union européenne décide de renforcer son projet politique, les institutions doivent être profilées en conséquence. Il faut renverser la démarche qui consiste à adopter une stratégie en fonction des institutions.

Adapter les politiques de l UE à sa stratégie géopolitique

La politique d élargissement

La politique d élargissement doit répondre à la question fondamentale: l élargissement à tel ou tel Etat-tiers est-t-il un atout pour la réalisation de l Europe politique ou Europe puissance?

-Cet Etat partage-t-il la finalité politique de l Union européenne?

-Dans la perspective d une défense européenne, l Union européenne sera-t-elle capable de défendre militairement cet Etat en cas de conflit grave ?

La politique de voisinage

La Politique de Voisinage (PEV) a pour ambition de construire des partenariats en fonction des spécificités des Etats-tiers concernés. Le renforcement de l approche régionale (Mer Noire, dimension nordique, Méditerranée, Asie centrale) est un progrès dans la territorialisation des relations extérieures de l Union européenne, et d une adaptation de la PEV aux spécificités géographiques et géopolitiques des Etats partenaires.

Une étape supplémentaire doit être franchie : ces approches régionales doivent être intégrées dans une stratégie visant à leur cohérence²⁹ à l échelle «eurasienne » et « euro-africaine » et appuyer l objectif de « l Europe politique » ou « l Europe puissance ».

Les géo-politiques

Géopolitique spatiale

L accès autonome de l Europe à l espace est impératif dans le contexte d une militarisation de l espace. Une politique d alliances dans le domaine spatial est donc nécessaire; la base de Kourou en Guyane française est un lieu hautement stratégique. L utilisation du pas de tir de Baïkonour au Kazakhstan l est tout autant comme alternative dans le cadre d une alliance spatiale avec la Russie.

Géopolitique des pôles

L Arctique est une zone stratégique pour l accès aux ressources énergétiques et les futurs couloirs de transports maritimes. Elle peut aussi devenir une zone d affrontements balistiques.

L Antarctique est une zone stratégique pour la recherche, notamment liée à la vie dans l espace. Elle est «l antichambre de l espace».

La géomédecine et la question des pandémies

²⁹ Notamment une approche géopolitique coordonnant les zones Méditerranée et Mer Noire, zones pivots vers l Eurasie et l espace euro-africain

La protection de la santé des citoyens européens fait partie de la sécurité³⁰ au sens large
Le risque des pandémies à l'échelle du globe nécessite une stratégie de protection à l'échelle mondiale qui a se décliner en fonction des territoires sources et des risques de propagation par des zones géographiques, la géographie de transports, le déplacement des animaux dans l'espace.

La géo-culture

Le succès diplomatique européen de la promotion de la diversité culturelle à l'UNESCO est une étape indispensable à la protection du patrimoine culturel européen. Le projet de bibliothèque numérique européenne porté par la Commission européenne est une étape prometteuse. Le réseau internet et son contenu sont un enjeu majeur dans les mécanismes de domination culturelles. Est-t-il normal que le réseau mondial soit géré par l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)³¹, organisme géré par le département américain du commerce ? Une politique européenne des contenus internet peut-elle être intégrée à une stratégie de puissance ?

La politique démographique

Le contrôle des flux démographiques fait partie intégrante d'une stratégie de puissance à long et court terme. L'attraction de l'Union européenne sur le marché mondial des travailleurs qualifiés est aussi un enjeu de puissance à moyen terme. Le renouvellement et l'accroissement de la population sont un enjeu de puissance de long terme.

L'Union européenne est confrontée à la fuite de ses cerveaux et à la baisse de sa démographie.

Quelles alliances démographiques peuvent-elles être construites avec des Etats-tiers ?

La question des relations entre les flux démographiques et l'identité européenne peut-elle être abordée ?

Une politique familiale européenne est-elle pertinente ?

Se doter des moyens opérationnels pour l'Europe géopolitique

La préférence européenne

Les programmes de coopération militaires européens ne sont pas accompagnés d'un débat, forcément difficile, sur la question de la préférence européenne en matière d'équipements pour les Etats membres.

Une préférence européenne peut-elle être exigée des Etats tiers qui perçoivent d'importantes aides de l'Union européenne ?

Des alliances stratégiques peuvent-elles être élargies à des Etats tiers pour les équipements ?

La « guerre de l'information »

La légitimation du positionnement et des actions de l'Union européenne est primordiale dans la « guerre de l'information ».

Une chaîne de télévision européenne à vocation mondiale, avec stratégie d'émission, ciblée en fonction de la zone géographique en termes de langues et de contenu en fonction du « message politique » que l'Union européenne veut communiquer nécessite au préalable une entente comme entre acteurs

³⁰ Les pandémies vont-elles être la source des grandes paniques collectives du futur ? La fabrication de toutes pièces d'une rumeur dévastatrice par un Etat hostile ou un groupe terroriste dans ce domaine pourrait constituer la nouvelle « surprise stratégique » inaugurée au XXI^e siècle par les attentats du 11 septembre. Le concept de préemption est également utile dans ce domaine.

³¹ Au sommet mondial de l'information en 2005, les Etats-Unis se sont opposés à la réforme du gouvernement d'internet, notamment au prétexte de la nécessité d'un « gendarme » pour le contrôle des flux globaux dans le cadre de la lutte contre le terrorisme

européens. Elle peut techniquement voir le jour grâce à une mise en réseau de l'existant. On peut imaginer un réseau incluant la BBC, TV France.

Les programmes stratégiques

Il va sans dire que le programme GALILEO est un instrument stratégique pour une « Europe politique », ne serait-ce qu'à l'aune des oppositions qu'elle suscite vis-à-vis d'Etats tiers.

Le système de radionavigation par GALILEO va permettre à l'Union européenne de devenir autonome dans la maîtrise de son territoire, mais aussi de celui des autres. Couplée à des systèmes d'information géographiques au sol, le dispositif a des implications stratégiques pour une approche cognitive des flux, sur toute la surface du globe. Ce programme peut-il être mis au service d'une stratégie géopolitique européenne ?

Sa vocation civile, du fait de l'opposition de certains Etats membres à lui donner une vocation militaire, devra nécessairement évoluer.

D'autres programmes européens tout aussi stratégiques comme AIRBUS et ARIANE ne sont pas des programmes communautaires. L'Union européenne peut-elle envisager de réformer un droit de la concurrence incapacitant pour permettre aux Etats d'élaborer une politique de « grands projets », notamment pour briser les monopoles dans l'équipement informatique ?

Selon l'ancien Commissaire européen Pascal Lamy, « la Commission devrait être le bouclier d'AIRBUS ». Cet adage devrait être élargi à tous les secteurs stratégiques européens.

Le scénario prospectif de l'Europe politique

Le choix de « l'Europe politique » passe par une vision géopolitique impliquant une finalité, « l'Europe puissance », et une stratégie.

Le scénario prospectif de « L'Europe politique » nécessite un effort politique particulièrement volontariste de la part des Etats membres de l'Union européenne.

Le duopole occidental

Le rééquilibrage du partenariat transatlantique dans le sens d'une association de partenaires égaux était l'objectif de Jean Monnet³². Après le « schisme de l'Occident³³ », la construction d'un duopole permettant aux Etats-Unis et à l'Union européenne d'identifier leurs intérêts communs entre deux entités autonomes suppose une entente préalable entre européens sur leur propre rôle. Cette option a le triple avantage de réconcilier la vision euro-atlantique, l'Europe politique et l'unité de l'Occident.

Cette option nécessite un effort politique de la part des Etats membres pour transformer l'Union européenne en alliance militaire et prendre en charge leur proximité géographique dans le cadre d'un partage des responsabilités avec les Etats-Unis. Cela suppose la crédibilité en termes de moyens et d'objectifs de la part de l'UE, mais aussi l'acceptation par les Etats-Unis d'un rôle autonome de l'Union européenne.

La poursuite de l'élargissement risque de diminuer les chances d'un consensus entre européens par une augmentation de l'hétérogénéité de l'Union européenne et d'une perception plus asymétrique des intérêts entre Etats membres.

Le « duopole occidental » constitue-il le passage obligé pour atteindre l'Europe politique ?

L'Europe politique

³² Mémoires, Jean Monnet, Fayard, 1976

³³ François Heisbourg

L'espace eurasiatique est l'échelle décisive pour atteindre l'objectif de l'Europe politique. Si la finalité de l'Union européenne reste l'Europe politique ou puissance, la question du voisinage géographique et de l'élargissement de l'Union européenne est essentielle : les relations avec la Turquie et l'Ukraine doivent être construites à la lumière de cette priorité. La négociation d'alternatives aux perspectives d'élargissement permet à l'Union européenne de fixer ses frontières en fonction de ses objectifs géopolitiques ultimes, préserver sa cohésion interne, et identifier ses intérêts en fonction de sa sécurité militaire et énergétique.

Avec la poursuite de l'élargissement à la Turquie, l'Union européenne aux intérêts encore mal identifiés se trouverait confrontée aux intérêts bien identifiés d'une puissance régionale. La priorité est d'éviter de plonger l'Union dans la zone à risque eurasiatique couvrant le Moyen-Orient, l'Asie centrale et le Caucase, mais aussi sa dilution par l'augmentation de son hétérogénéité interne.

L'accès aux ressources énergétiques du Moyen-Orient et d'Asie centrale est aussi une priorité, mais de rang secondaire par rapport à l'impératif de sécurité et d'identité de l'Union européenne. La constitution d'un couloir eurasiatique (Mer Noire/Turquie - Caucase du Sud - Asie centrale) permettant la diversification des ressources énergétiques et du développement des échanges commerciaux jusqu'au Sud de l'Asie exigent une alliance forte avec la Turquie. On peut donc imaginer la transformation des perspectives d'élargissement en soutien de l'Union européenne à la Turquie comme « pôle géopolitique relais » pour étendre sa zone d'influence au Moyen-Orient et renforcer ses liens avec l'Asie centrale.

Les relations de l'Union européenne avec l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie et le Caucase du Sud ne peuvent être construites sans une prise en compte des intérêts de la Russie. La prudence invite l'Union européenne à ne pas s'élargir précipitamment dans cette « zone européenne à risque » en raison de la montée du retour spectaculaire de la puissance russe dans son « étranger proche ». Une zone tampon sera préférée à la stratégie d'élargissement. Une alliance industrielle et commerciale avec l'Ukraine, et la coopération autour des réseaux énergétiques avec le Caucase du Sud et l'Asie centrale dans le cadre du « couloir eurasiatique » peuvent transformer cette zone tampon en zone d'influence. Les relations entre l'Ukraine et l'Union européenne peuvent elles être orientées dans le sens d'un « pont » et non un « front » contre la Russie ?

La Russie a la ferme intention de rester un pôle géopolitique fort. La Russie détient la clé de la sécurité sur le continent européen et elle restera le fournisseur énergétique³⁵ clé de l'Union européenne, quels que soient les scénarios de diversification. Une alliance énergétique et industrielle avec la Russie est dans l'intérêt à long terme de l'Union européenne qui peut faire de l'Euro-Sibirie son Hinterland.

Le gel du processus d'élargissement de l'OTAN dans un premier temps, et la plus grande prudence au sujet d'un élargissement de l'Union européenne dans son « étranger proche » atténuerait la perception d'encerclement de la Russie. L'Union européenne pourrait proposer à la Russie un règlement pacifique des « conflits gelés »³⁶ en Moldavie et en Géorgie, une assurance des livraisons énergétiques en gaz et

³⁴ Zbigniew Brzezinski a qualifié cette espace géographique de « zone de troubles endémiques », dans son ouvrage « Le grand échiquier - l'Amérique et le reste du monde », 1997.

³⁵ « Le nouveau grand jeu » en Asie centrale tourne à l'avantage de la Russie pour l'évacuation des hydrocarbures. Elle a maintenu des relations politiques fortes avec les dirigeants de ces pays et promis des investissements dans les réseaux énergétiques orientés vers le territoire de la Russie.

³⁶ Transnistrie (Moldavie), Abkhazie et Ossétie du Sud (Géorgie), enclave « de facto » arménienne du Nagorno-Karabagh.

pétrole, et de perspective de gestion commune des ressources d'Asie centrale comme «monnaie d'échange».

Un terrain d'entente entre la Russie et l'Union européenne pour la gestion des «conflits gelés» pourrait être l'occasion d'une opération de maintien de la paix entre l'Union européenne et la Russie, en dehors de l'Alliance atlantique qui suscite la méfiance, ou en coopération avec un pilier européen de l'Alliance atlantique bien identifié. Les «conflits gelés» peuvent-ils constituer le test pour l'Union européenne comme entité géostratégique autonome sur le continent eurasiatique? Le théâtre Africain peut-il constituer le premier test de cette doctrine? Sans une prise en charge crédible de l'Europe de sa propre défense via l'Union européenne et un pilier européen de l'Alliance atlantique, les pays d'Europe centrale se tourneront irrémédiablement vers l'Alliance atlantique pour leur sécurité.

Dans le cas contraire, un élargissement précipité de l'Alliance atlantique à l'Ukraine³⁷ ou au Caucase sud-est est plus un facteur d'instabilité que de pacification des relations russo-occidentales. L'instrumentalisation de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne pour affaiblir la Russie ne correspond pas aux intérêts de l'UE. Une «nouvelle guerre froide» entre la Russie et l'Union européenne amoindrirait la marge de manoeuvre des européens au sein de l'alliance atlantique. L'Union européenne en paierait le prix fort avec l'évanouissement de son Hinterland énergétique et le renforcement de la vision «eurasiste» de la Russie.

Un élargissement de l'Alliance atlantique risque parallèlement d'accélérer celui de l'Union européenne sur les modèles des élargissements précédents. L'élargissement à l'Alliance atlantique a joué le rôle de d'outil de stabilisation avant l'élargissement de l'Union européenne. L'Alliance atlantique est devenue l'antichambre de l'Union européenne.

Les Balkans occidentaux

L'élargissement aux Balkans occidentaux est la bonne solution pour achever la continuité territoriale entre l'Europe centrale et les Etats des Balkans déjà membres de l'Union européenne.

Les Balkans occidentaux pourraient se transformer en «île d'instabilité» sur son flanc sud-est et lors des crises, faire l'objet d'instrumentalisation de la part des acteurs externes à l'Union européenne. L'histoire des Balkans est une succession d'ingérences extérieures instrumentalisant les rivalités locales. La question d'Orient a vu les puissances européennes rivaliser pour le contrôle des Balkans au détriment de l'empire ottoman. L'histoire récente des guerres de succession issues de la désintégration de la Yougoslavie laissent présager lors d'une crise future l'implication certaine des Etats-Unis, de la Russie et de la Turquie.

La question des protectorats euro-atlantiques (Bosnie, Kosovo) est loin d'être résolue l'élargissement doit pourtant rester l'horizon inéluctable comme aiguillon vers l'euro-atlantisisme. L'Union européenne doit cependant éviter de tomber dans le piège d'une modification des frontières d'un Etat européen sans accord négocié. La question de l'indépendance du Kosovo risque de provoquer un effet domino dans les Balkans, mais aussi dans la proximité géographique de l'Union, ainsi qu'au sein même de l'Union européenne. Le danger d'une «balkanisation» de certains Etats de l'Union, poussée par la volonté de création d'«Etats-régions», est actuellement un facteur incapacitant à l'élaboration d'une position européenne commune sur la reconnaissance d'un Kosovo indépendant de la Serbie. L'Union européenne se doit d'être vigilante par rapport aux tentatives d'instrumentalisation de ces forces

en territoire azéri

³⁷ Julia Timoschenko a exprimé la volonté de contenir la Russie dans un article de Foreign Affairs

centrifuges régionales par des acteurs aussi bien externes qu'internes à l'Union européenne.

Conclusions

Réhabiliter l'esprit de conquête

Pour assurer l'avenir de l'Europe, il faut reconnecter l'Europe à son passé, et reconnecter l'Europe au monde. C'est à cette condition que l'Europe aura un futur qui ne soit pas celui d'un abri temporaire illusionné par la fiction juridique et marquée par un lent déclin qui peut s'accélérer à tout moment par la volonté politique supérieure des autres pôles de puissance.

Dans le monde qui vient, nos alliés d'hier peuvent se transformer en rivaux, nos ennemis d'hier en alliés, mais le pire n'est-il pas l'indifférence que l'Europe risque de provoquer en se cantonnant dans la gestion jalouse de son « butin » amassé lors de sa gloire passée avant de se transformer en périphérie mondiale ? Les peuples européens sont-ils définitivement condamnés à ne percevoir de leur histoire que le temps court ?

Tôt ou tard, l'Europe risque inexorablement de se transformer en enjeu pour les autres volontés. Dépourvue de squelette « politique », elle devient un espace du laisser faire ouvert aux conquêtes des « nouveaux barbares », car tels sont toujours perçus les nouveaux conquérants par les sociétés qui ne se perçoivent pas autrement qu'au centre de la carte du monde.

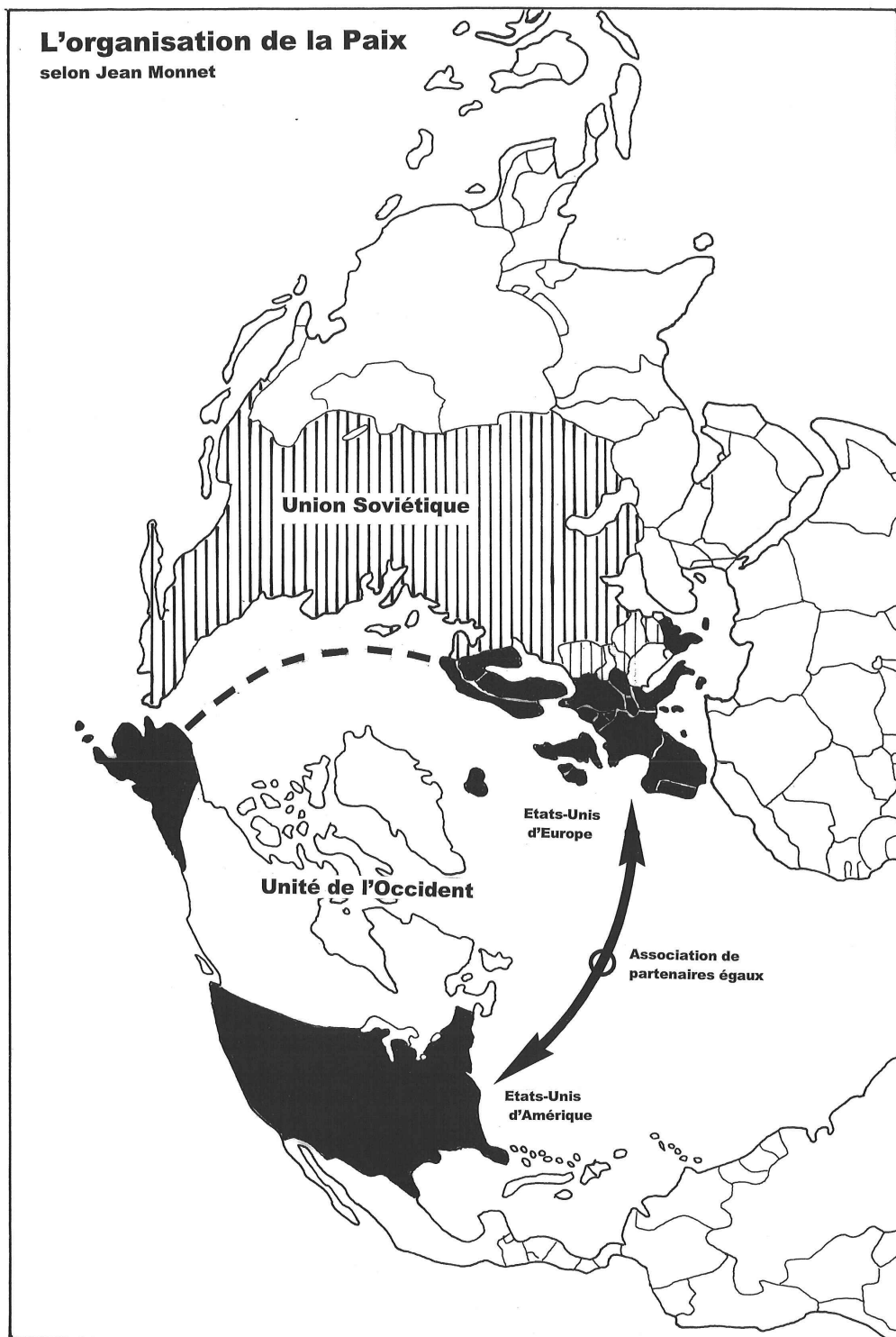
Faisons aussi le pari du retour de l'esprit de conquête qui dans le passé a amené l'Europe aux confins des océans et des continents. L'Europe a aujourd'hui perdu l'ambition de reconquérir le monde, elle doit donc partir à la reconquête de l'ancien monde, c'est-à-dire se redonner les moyens de sa souveraineté. Elle pourra ensuite prolonger sa civilisation brillante accumulée au cours des siècles passés, et après un demi-siècle de sortie relative de l'histoire, opérer la jonction entre son héritage, le monde d'hier et le monde qui vient. Peut-on rêver d'un patriotisme européen ? C'est la condition pour ne pas sombrer dans les sables mouvants de l'histoire du monde futur et transformer une politique européenne incantatoire en géopolitique réaliste.

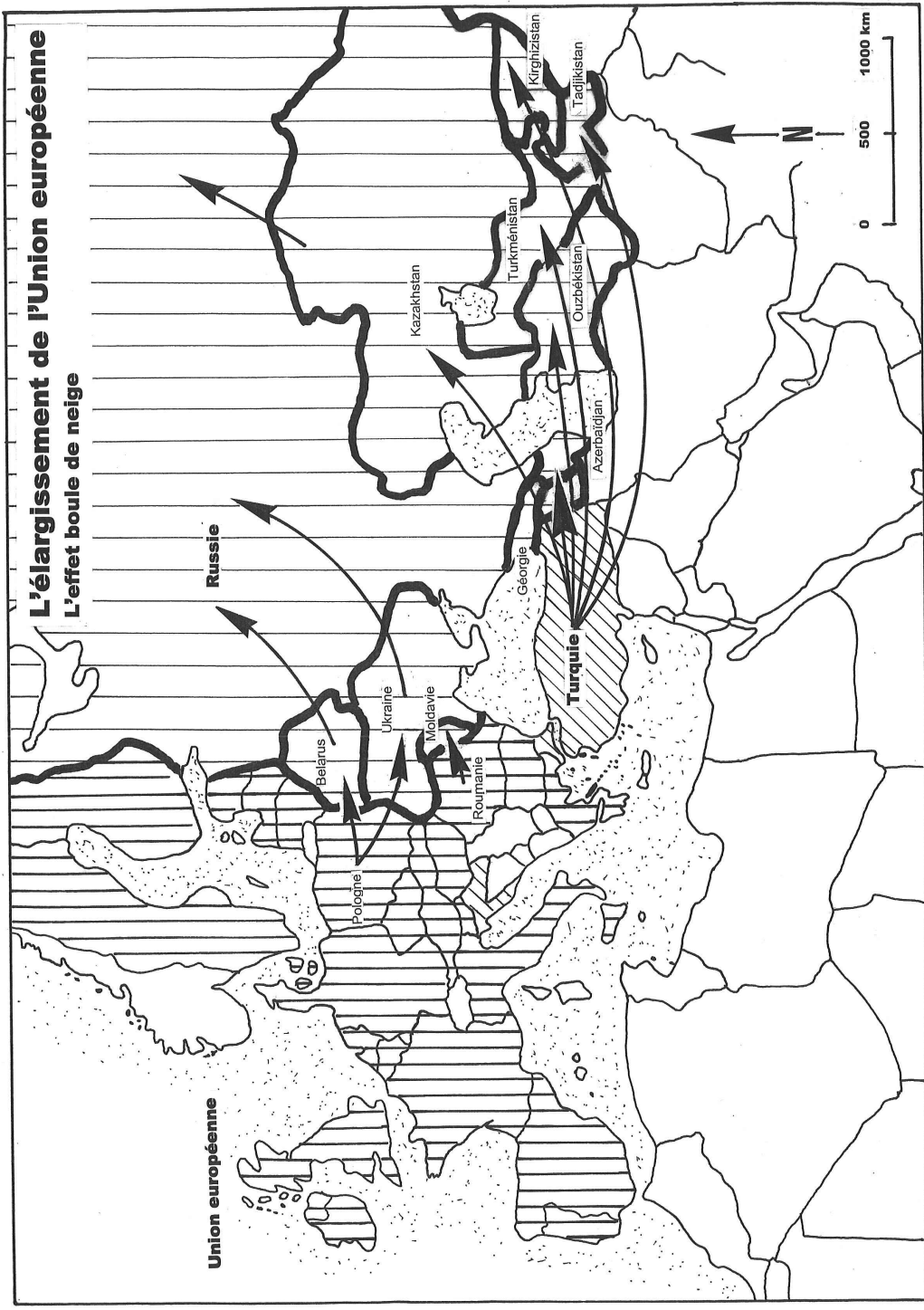
Pierre-Emmanuel THOMANN

Bruxelles le 05 Décembre 2007

MODELES CARTOGRAPHIQUES ET TROPISMES GEOPOLITIQUES

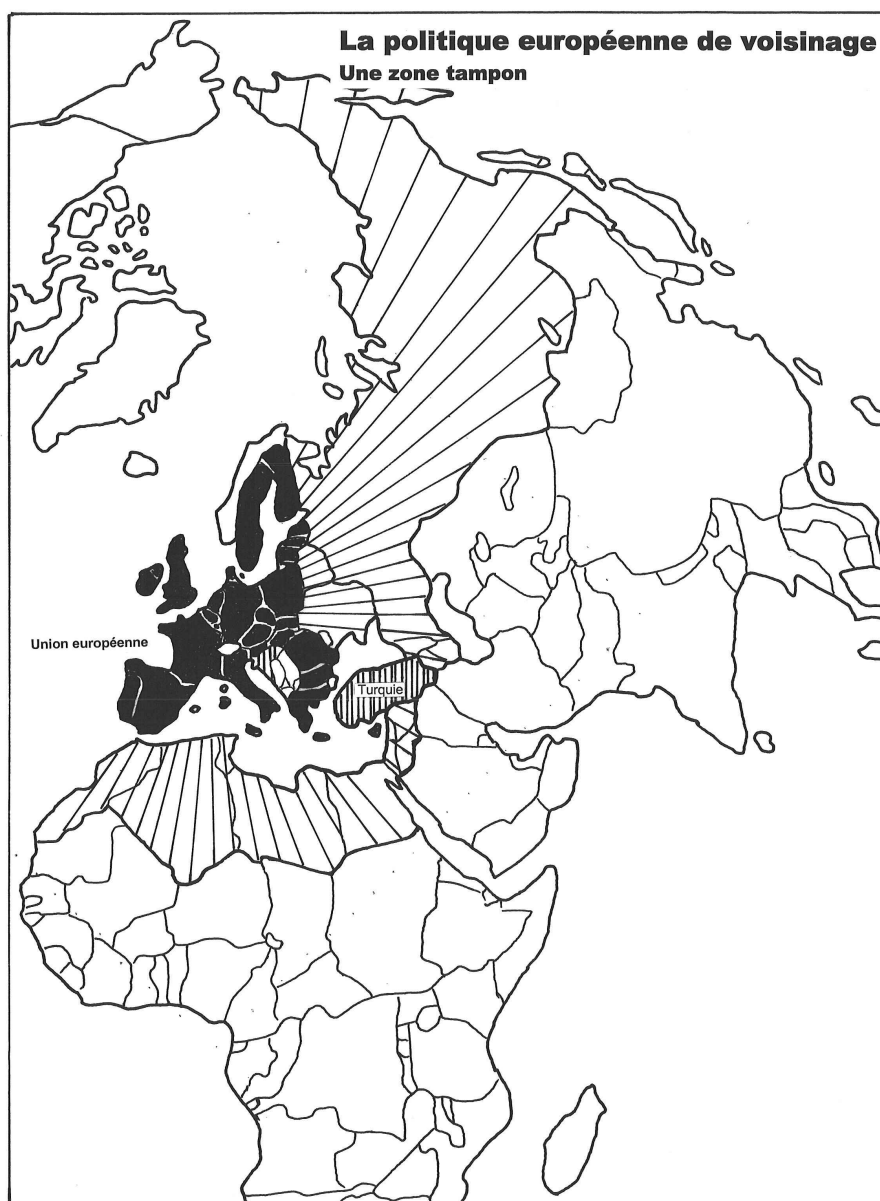
PAR PIERRE-EMMANUEL THOMANN

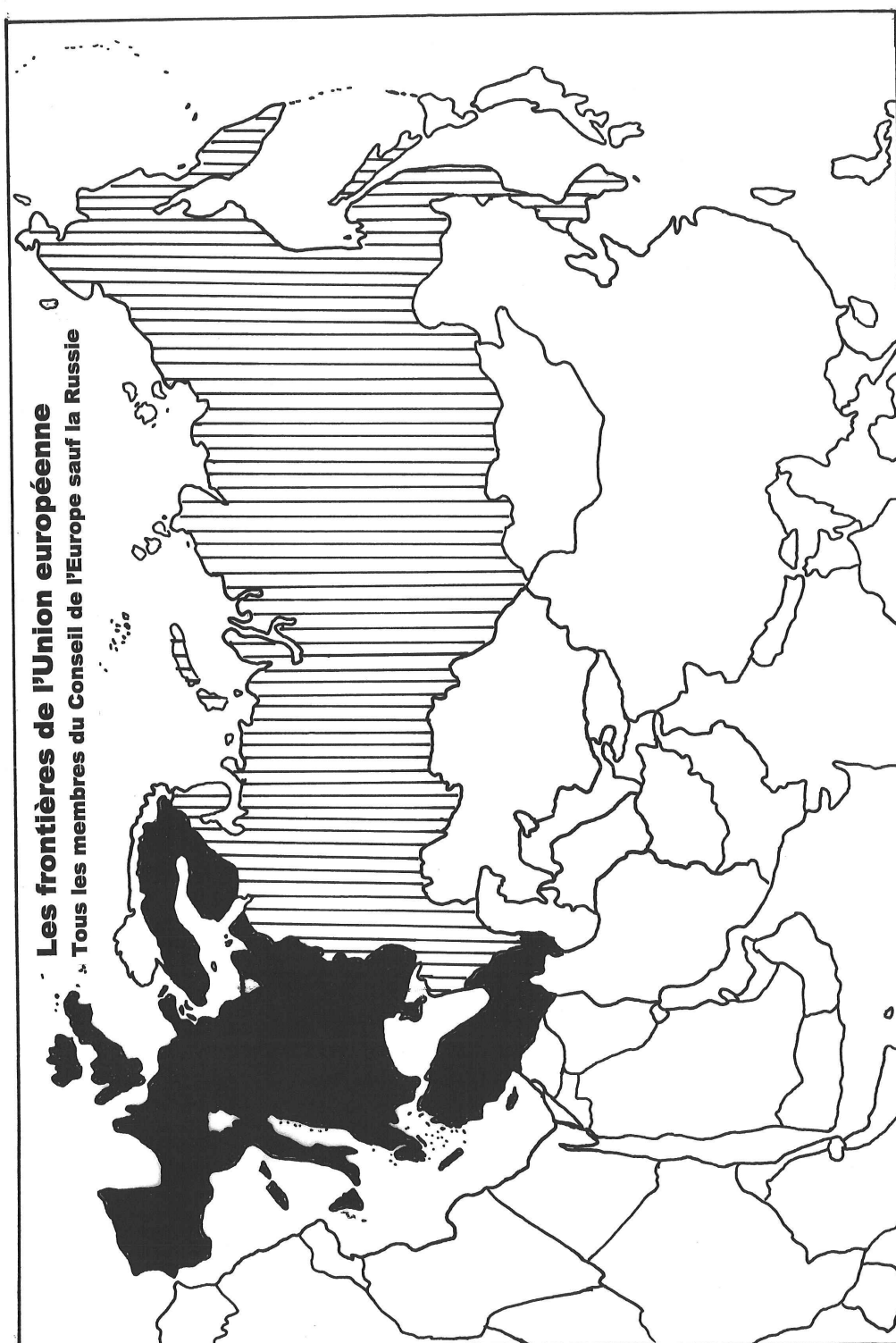




La politique européenne de voisinage

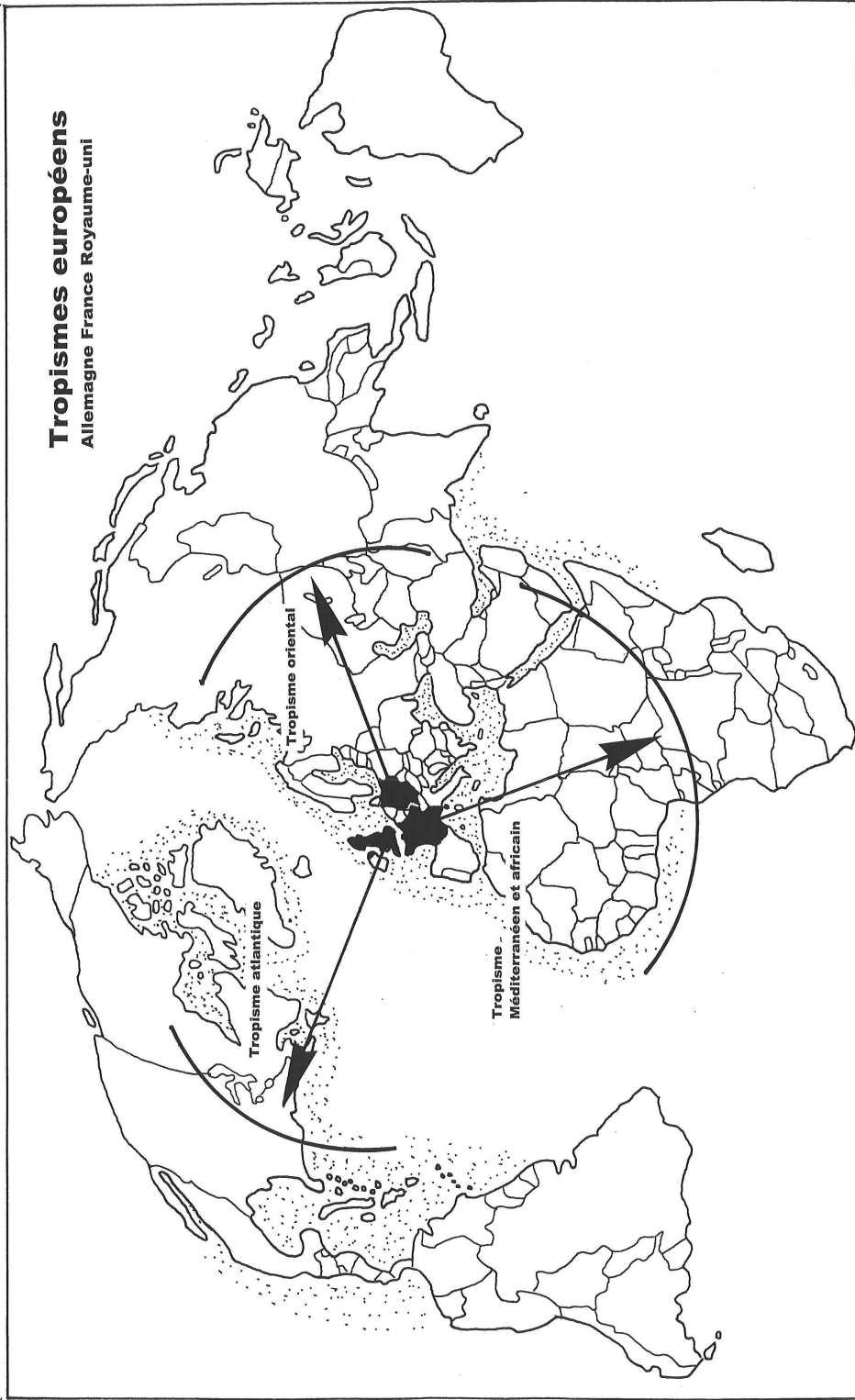
Une zone tampon





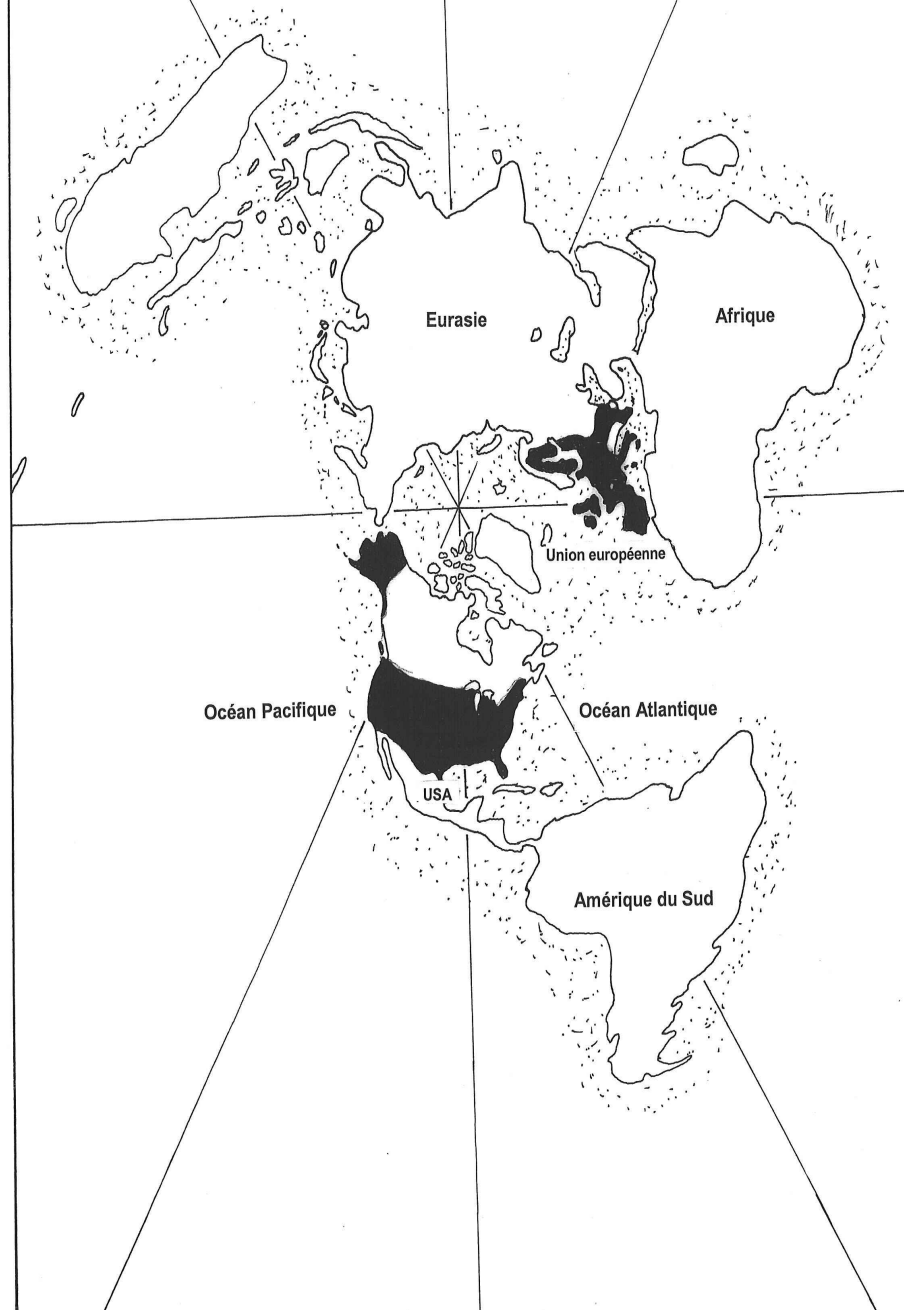
Tropismes européens

Allemagne France Royaume-uni



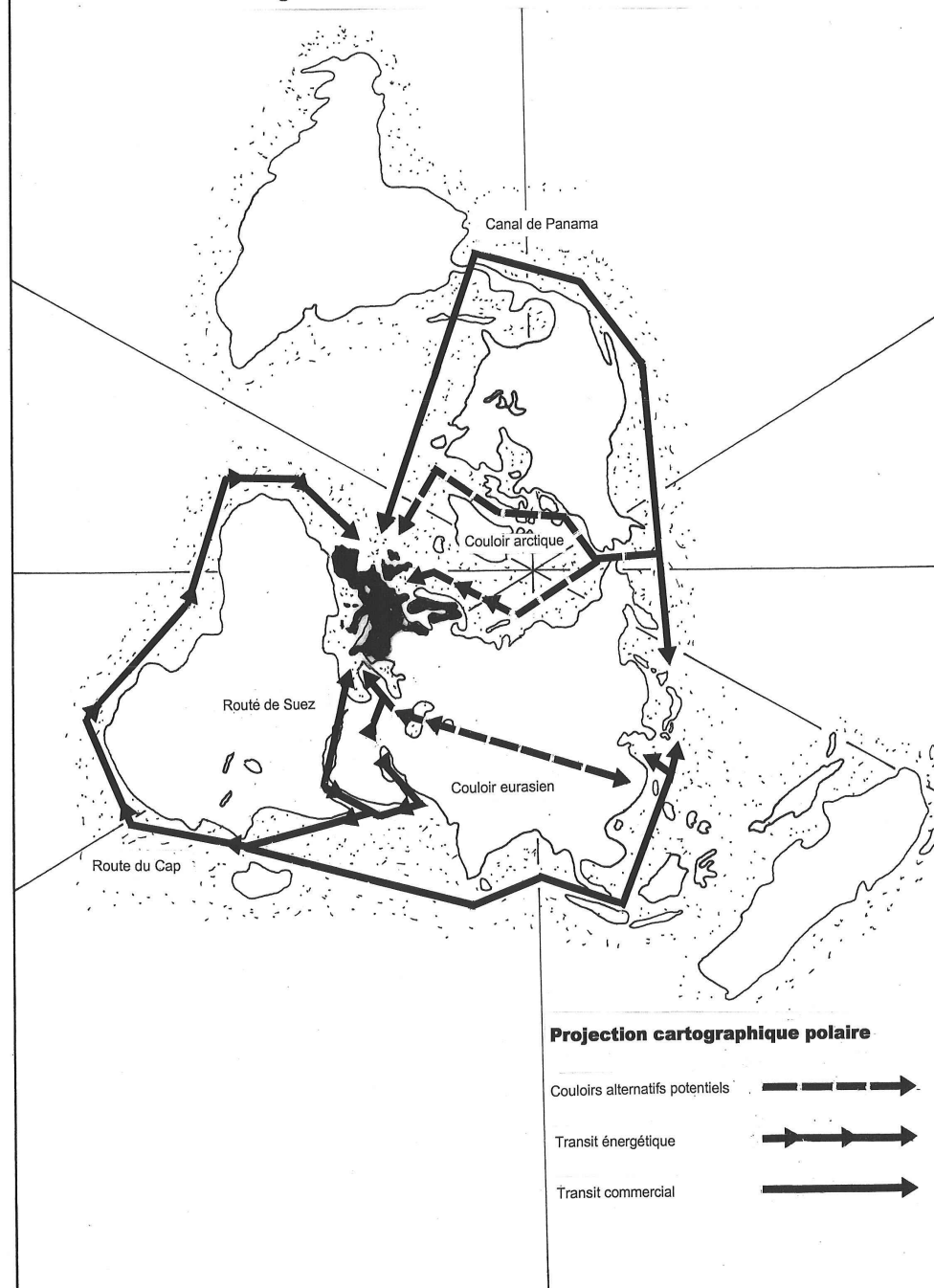
Position géographique des Etats-Unis et de l'Union européenne

Projection cartographique polaire

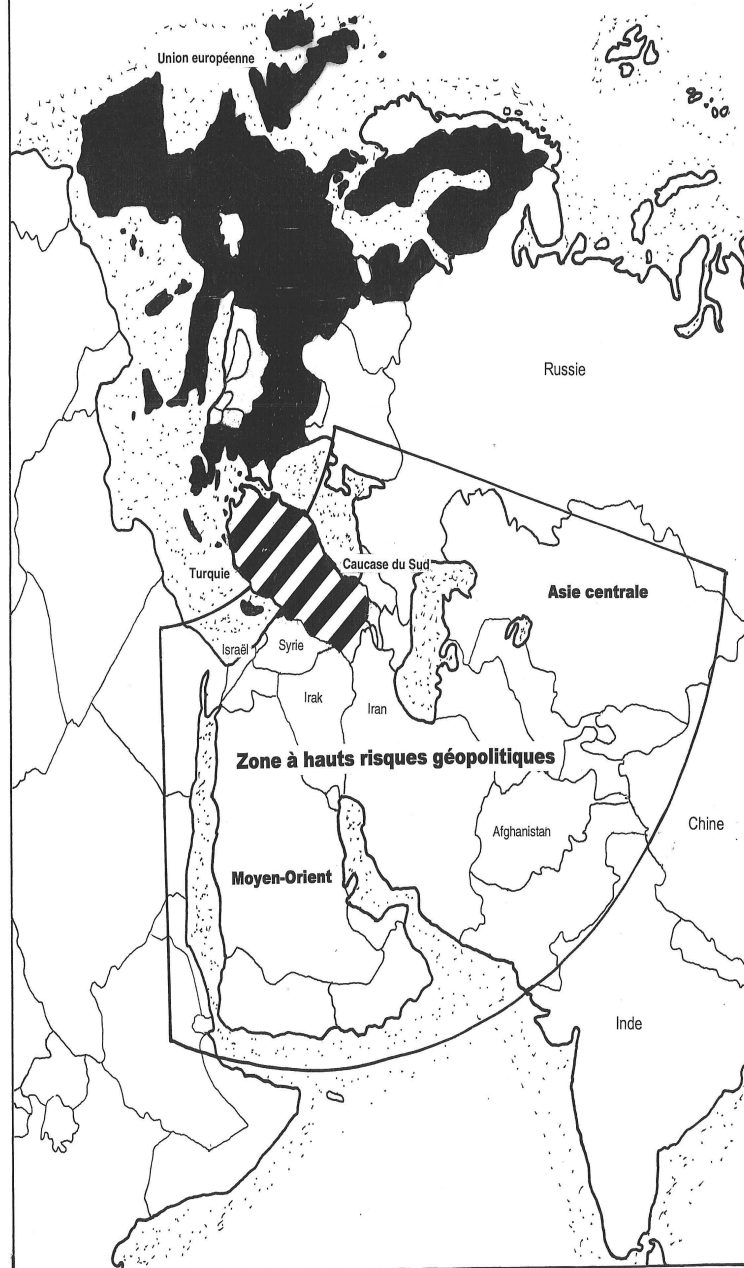


L'Union européenne et la diversification des couloirs de transports eurasiens

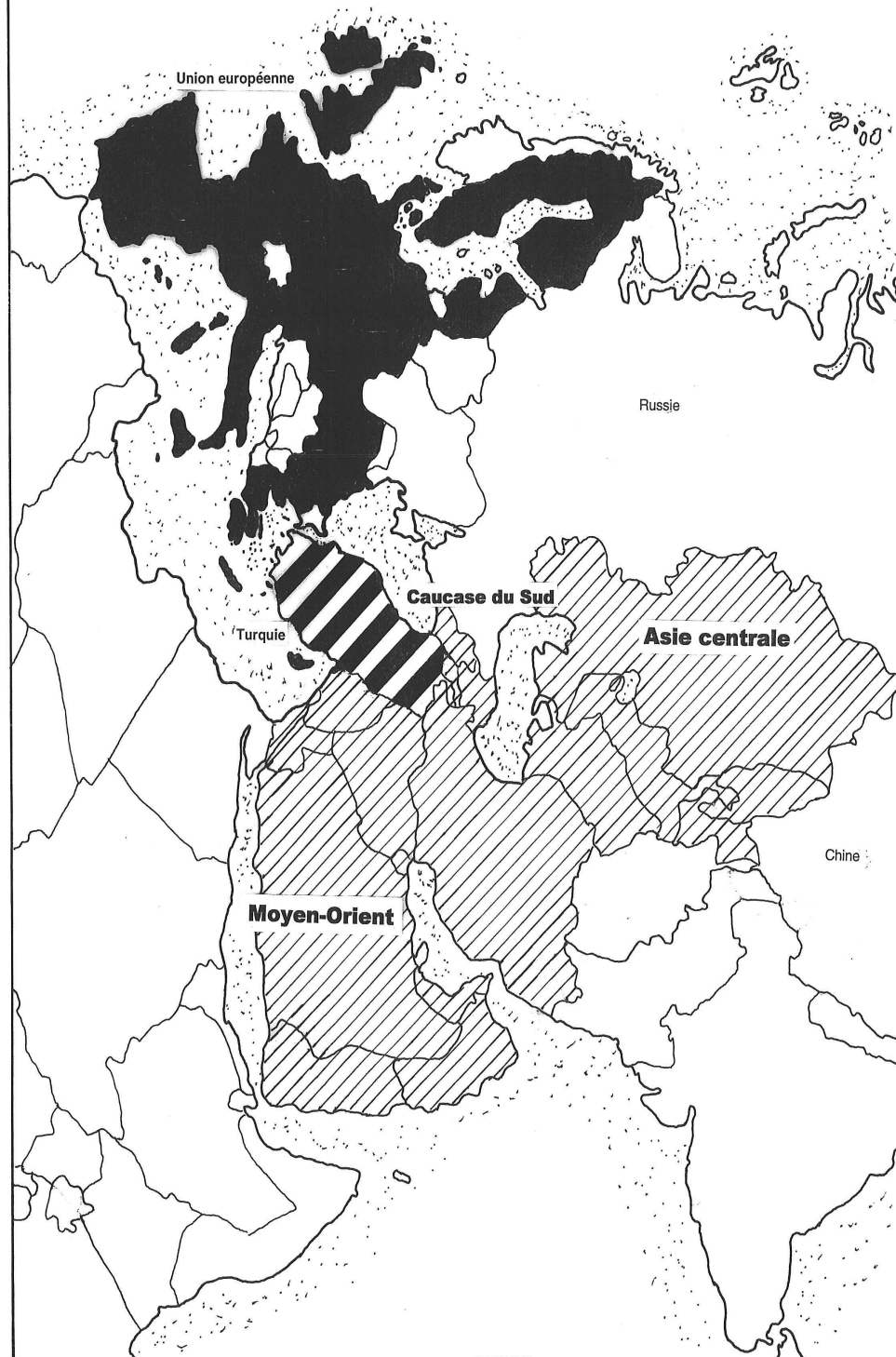
Energie et commerce



**L'Union européenne, La Turquie,
et la zone à risque eurasienne**

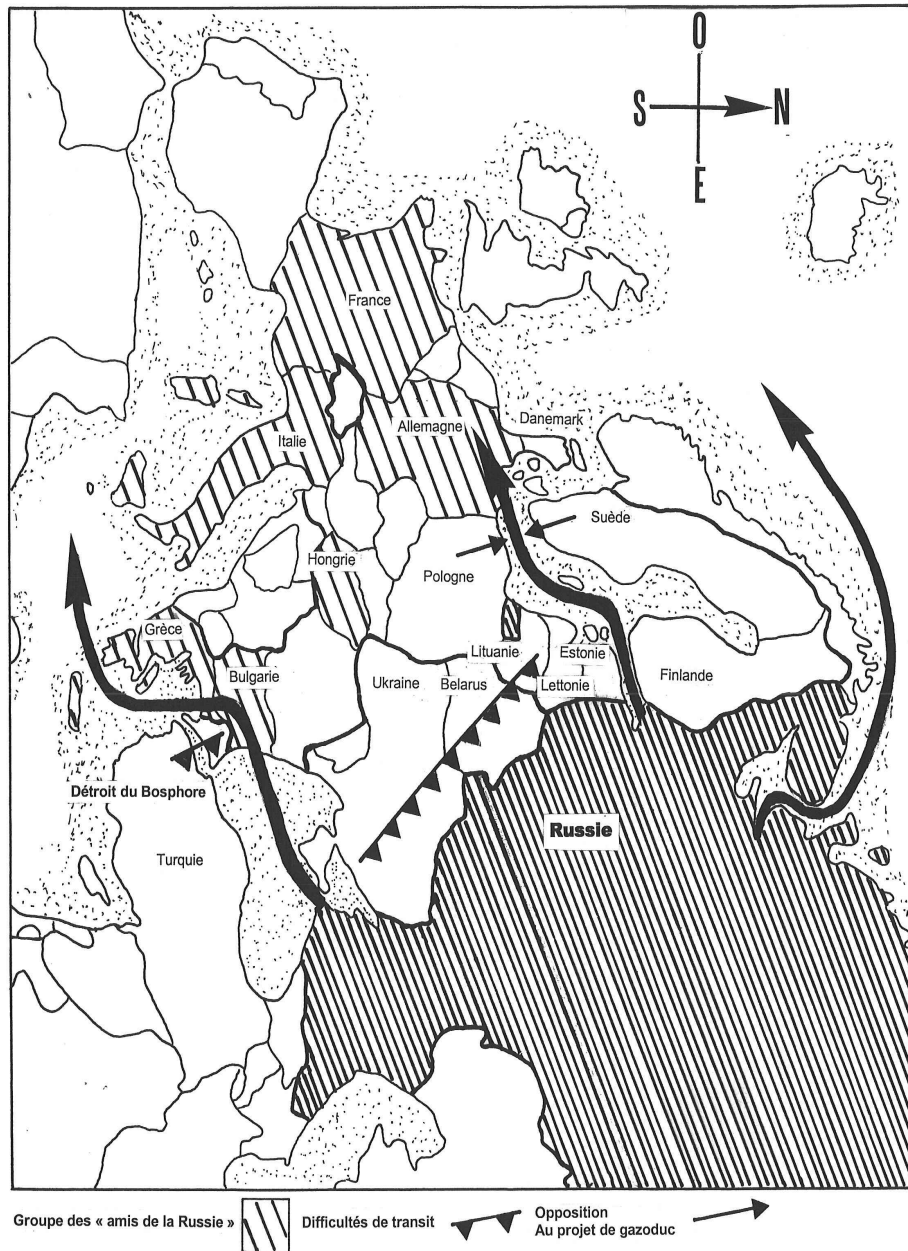


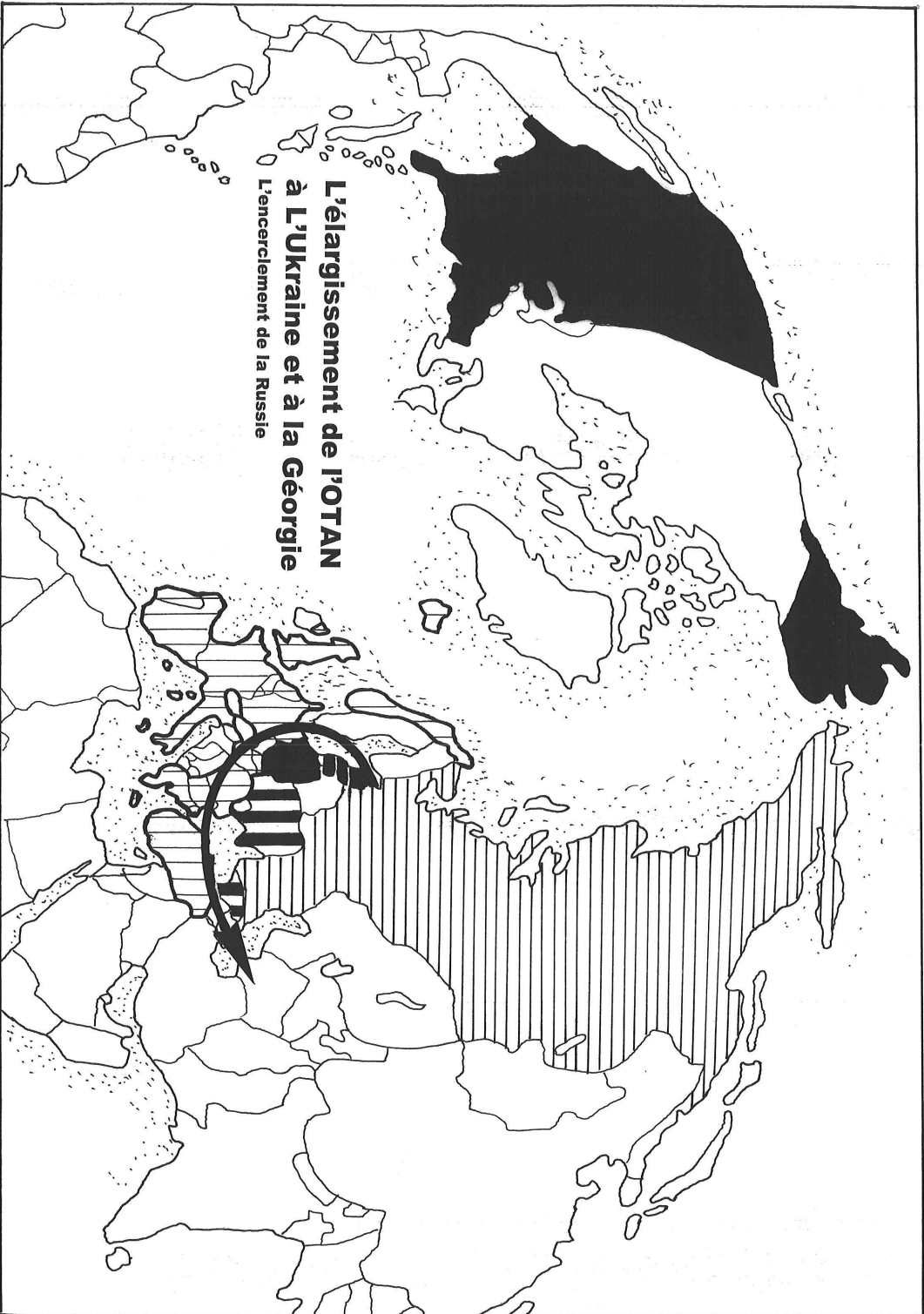
La Turquie : pivot eurasien pour l'Union européenne



Le transit énergétique de la Russie vers l'Europe

La recherche des voies alternatives





**L'élargissement de l'OTAN
à l'Ukraine et à la Géorgie**
L'encerclement de la Russie